Cartographie
Des **Mécanismes** et des **Solutions** de la Coopération Sud-Sud dans les **États Arabes**

Au service des peuples et des nations

Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud

Cartographie
Des **Mécanismes** et des **Solutions** de la Coopération Sud-Sud dans les **États Arabes**

Première Édition 2014

Série de l'Académie Mondiale du Développement Sud-Sud

Avertissement: Les points de vue exprimés dans la publication ne reflètent pas nécessairement la position politique ni de la BID, ni du PNUD, ni du Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud. La BID, le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud ne présente aucune garantie quant à l'exactitude, à la complétude, ou autres de la publication, ni même de toute autre hypothèse sur laquelle la publication pourrait être fondée.

Avant-Propos

Avant-propos par Son Excellence/ Docteur Ahmet Tiktik, Vice-président (coopération et Développement) la Banque Islamique de Développement.

Au cours des deux dernières décennies, beaucoup de pays en voie de développement ont accumulé une expérience substantielle de développement et ont acquis un certain niveau d'expertise, de savoir-faire, et de technologie, ce qui leur a assuré un potentiel énorme ayant le mérite d'être partagé avec d'autres pays du Sud. Grâce à cette connaissance accumulée, couplée avec la prospérité accrue dans les pays en développement, le taux de coopération sud-sud a atteint des niveaux sans précédent dans l'Histoire jusqu'à attirer, en fin de compte, toute l'attention qu'elle mérite.

Le Soutien de la coopération et de l'intégration parmi ses pays membres est, donc, au coeur du mandat de la Banque Islamique de Développement (BID). Les Articles de l'Acte Constitutif de la Banque soulignent l'importance cruciale de la coopération entre les pays membres, basée sur les principes de, l'unité, la mutualité, la coopération et la solidarité.

Néanmoins, la force réelle et le meilleur avantage de la Banque Islamique de développement concernant la Coopération Sud-Sud résident dans le fait qu'elle est la seule Banque de développement multilatérale dont les membres sont, entièrement, des pays en voie de développement. C'est cette structure d'adhésion unique qui a conduit la BID à adopter une approche Sud-Sud de développement dès son fondement datant de l'année 1975, avant même qu'elle fut considérée par la Communauté Internationale comme instrument de développement.

Tout au long de son histoire, la BID tenait toujours à promouvoir la coopération, à favoriser le développement socio-économique, et à encourager l'intercommerce et l'interinvestissement parmi ses pays membres, à travers une variété de programmes. Très récemment, la Banque a réaffirmé son engagement quant à la promotion active de la Coopération Sud-Sud, et ce en introduisant le concept du "Partenariat à Flux Inversés" qui a impulsé les activités traditionnelles de la Coopération Sud-Sud de la Banque à de très hauts niveaux en menant à bien leur intégration tant dans ses opérations régulières que dans les stratégies d'intervention dans les pays membres. Tout en visant à remédier aux contraintes spécifiques de développement d'une manière orientée vers les résultats, ce concept de "Lien Inverse" est basé sur une logique distinctive selon laquelle, tout pays -indépendamment de l'état de développement- possède une expertise quelconque, dans un ou plusieurs domaines, qui peut être exploitée par

d’autres.

Vu l’extension jamais connue du rôle de la la Coopération Sud-Sud dans le développement international, nous sommes fiers de présenter une vue d’ensemble des mécanismes et des initiatives entrepris avec succès dans la région arabe, et qui ont joué un rôle central dans l’approfondissement de la coopération parmi les Pays arabes. Cette publication sera, donc, la première étape d’une cartographie complète prévue pour être succédée, entre autres, par un portail en ligne qui nous permettra d’établir une base de données interactive et une constante mise à jour des solutions et des mécanismes efficaces relatifs à la Coopération Sud-Sud. À cet égard, nous croyons que cette publication intervient à un moment opportun qui coïncide avec les résultats de la Conférence de Haut Niveau des Nations Unies sur la Coopération Sud-Sud tenue à Nairobi, au Kenya, ainsi qu’avec ceux du quatrième Forum de Haut Niveau sur l’Efficacité de l’Aide, tenu à Busan, en Corée du Sud. Enfin, nous sommes sûrs que cette publication va nous aider à tirer les leçons de toutes les expériences passées, de sorte que notre contribution future puisse être encore plus éfficace.

Avant-propos par Mme Alia Al-Dalli, Directeur, Bureau Régional du PNUD pour les États Arabes, Centre Régional au Caire.

Cette publication intervient à un moment où les gens et les institutions de la région exigent des gouvernements une revue de près ainsi qu'un examen beaucoup plus pertinent des politiques et des instruments adoptés pour construire les économies, ainsi que pour renforcer les investissements, les infrastructures et la politique de gouvernance parmi de nombreux autres secteurs.

Depuis 2008, le Centre Régional BREA/PNUD au Caire a travaillé sur l'expansion de ses efforts de consultation dans la région, principalement au sein de notre vaste réseau de bureaux de pays. Et ce, dans le but d'améliorer les programmes actuels, et d'initier une approche pro-active du développement dans la région. L'illustration la plus significative en est la très récente formation, par l'ONU, d'un bureau à l'initiative de la Coopération Sud-Sud pour les États arabes, logé au sein du Centre régional du PNUD au Caire.

Avec un nombre croissant d'organisations mondiales, et certains programmes de coopération Sud-Sud, particulièrement bien développés et déjà actifs avec succès au Moyen-Orient, le programme vise, à partir de cette publication, à devenir une rampe de lancement directe pour les programmes de coopération et de développement inter- gouvernementaux , de telle sorte que les pays commencent à apprendre, les uns des autres, la meilleure façon d'enraciner le développement au sein de leurs propres frontières.

Cette publication est une sorte de passerelle assurant un accès direct aux agences, à la société civile et aux gouvernements œuvrant en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud -Sud (UNOSSC) en tant que facilitateur principal. Le plan-cadre peut être conçu pour répondre aux objectifs spécifiques de coopération Sud-Sud de chaque État, tant que les niveaux de cette coopération varient d'un pays à l'autre. C'est en ayant recours aux exemples, aux solutions et aux mécanismes étalés dans cette publication que le rôle de la coopération Sud -Sud est, ainsi, renforcé, puisque les pays tendent toujours à reproduire les modèles qui ont fait preuve de succès dans les pays confrontés à des problèmes culturels et économiques similaires.

Cette publication vise à lancer une plate-forme pour nos partenaires et

pour les États arabes afin d'assurer la collaboration mutuelle et l'échange simultané et continu des expériences. En tenant compte des aspects culturels, religieux et sociaux très spécifiques qui sont uniques à la région, l'impulsion de solutions bien localisées et réussies pour la Coopération Sud -Sud peut déclencher un large consensus à travers toute de la région poussant, ainsi, les gouvernements et les organisations à répondre aux besoins spécifiques et aux obligations de développement. En créant une plaque tournante de la collecte d'informations et un moyen d'accéder aux mécanismes et aux solutions expérimentés et testés à l'aide de la coopération Sud-Sud, nous visons à fournir aux utilisateurs un vaste réseau d'informations et de contacts pour renforcer davantage l'action active au sein de la région.

La Coopération Sud-Sud est en train de devenir une source primaire pour le développement de cette région, et cette publication, quant à elle, permettra d'aider les différents partenaires et organisations à travers les États arabes à promouvoir leurs propres méthodes, tout en profitant des expériences réussies chez leurs voisins. Cette publication a été conçue pour permettre à tous les acteurs concernés de comprendre à fond la coopération Sud- Sud, et de continuer à déployer leurs efforts pour la promotion d'un programme de coopération Sud -Sud à grande échelle, comme ceux que nous avons déjà vu au Maroc, en Tunisie et en Égypte.

Pourtant, l'influence actuelle de la Coopération Sud-Sud est toujours infime au niveau régional, à tel point que parmi une majorité des membres arabes il n'existe aucun programme de Coopération Sud-Sud. En tant que facilitateur principal dans la région, cette publication est considérée comme la rampe de lancement de la UNOSSC pour une revue inclusive et décisive de la cartographie des expériences Sud-Sud déjà enregistrées et réussies dans la région, tout en cherchant à améliorer le profil de la coopération Sud -Sud pour construire un programme régional comparatif pour les États arabes.

Enfin, nous avons l'honneur de collaborer avec la Banque Islamique de Développement, profitant, par là, de sa large expérience et de son vaste réseau pour mettre au grand jour cette publication au moment opportun.

Avant-propos de M. Yiping Zhou , Directeur,

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud –Sud.

C'est un grand plaisir pour moi de lancer la première publication de la coopération Sud-Sud élaborée par le Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud (UNOSSC) pour les États arabes. Étant le fruit d'une étroite collaboration entre notre bureau, la Banque Islamique de Développement et le Centre régional du BREA/ PNUD au Caire, cette publication portant sur les initiatives de la Coopération Sud-Sud (CSS) se focalise, uniquement, sur les mécanismes et les solutions déjà mis en œuvre avec succès dans la région. Comme une caisse de résonance pour notre programme dans la région arabe, il s'agit d'un effort de collaboration déployé par tous les partenaires régionaux actifs dans le but d'élaborer une documentation informative, inclusive, de grande envergure, de la CSS depuis son lancement jusqu'aux nos jours.

Les initiatives mentionnées içi ne sont qu'une simple introduction, et doivent servir de base dans la poursuite de la CSS entre les États arabes. D'autres mesures concertées seront prises par le UNOSSC et le Centre régional du PNUD au Caire (RCC) pour enrichir cette publication, en créant une sorte de registre qui englobe toutes les méthodes de coopération Sud-Sud, les partenaires disponibles, la société civile, ainsi qu'une liste des experts, des centres d'excellence et des Agences de Coopération Technique. Et ce, afin d'ouvrir des canaux sur la région, permettant, ainsi, aux différentes parties d'accéder à toutes les informations requises, non seulement en ce qui concerne la CSS directement, mais encore pour permettre au UNOSSC d'agir en tant que facilitateur pouvant créer de nouveaux partenariats et aider les pays à établir et à développer leurs propres mécanismes de coopération Sud-Sud.

Cette publication cherche à combler le besoin et le manque d'accès à l'information dans les États arabes concernant la CSS. Malgré un large éventail d'États déjà actifs dans la CSS, celle-ci est considérée, toujours, comme un instrument relativement nouveau et émergent dans la région. Alors que cette région a déjà été le témoin d'un nombre de réussites retentissantes réalisées par certains organismes- comme l'Agence Tunisienne de Coopération Technique, et la Banque Islamique de Développement- et d'un grand dévouement de la part de plusieurs organisations du Golfe à promouvoir les mécanismes de croissance, en particulier dans l'amélioration des affaires sociales et de l'environnement, il est à noter que toute l'importance sur le niveau local est, jusqu'à présent, accordée, dans une grande mesure, à la prévention des crises et aux processus de reconstruction dans certains pays qui ont vécu des conflits catastrophiques, et qui ont tellement souffert de la pauvreté et de la sécheresse.

L'expansion, étant sollicitée maintenant pour la promotion des réseaux de

connaissances politiques et des mécanismes d'échange, est alimentée par le renforcement du rôle de la société civile et de la participation sociale active découlant de l'agitation politique connue au cours des deux dernières années dans la grande majorité de la région ; et ce, soit à travers les réformes constitutionnelles et économiques de base réalisées dans des pays comme la Jordanie et le Maroc, soit encore à travers l'effort beaucoup plus concret déployé par d'autres comme l'Égypte, la Libye et la Tunisie, qui ont connu un bouleversement total dans l'ensemble de leurs régimes politiques et de leurs systèmes de gouvernance.

Cette publication se concentre uniquement sur les projets mis en œuvre dans la région, et qui ont, donc, pris soin de prendre en considération la spécificité des questions religieuses, culturelles, sociales et économiques à traiter, vu leur influence sur le développement. Ces mécanismes et solutions deviennent, immédiatement, plus pratiques, plus rentables, et plus attractifs pour les pays qui cherchent à soutenir la CSS à travers divers projets de développement, renforçant ainsi la reproductibilité et la viabilité de ces modèles de Coopération Sud-Sud présentés dans ce document.

Depuis sa création, le UNOSSC a réussi à faire avancer son mandat- allant de pair avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD) comme l'a souligné l'ONU en l'an 2000- vers le renforcement des instruments et des relations de Coopération Sud-Sud déjà existants, tout en mettant davantage de partenariats et de mécanismes à la disposition des partenaires de la CSS partout dans le monde. En créant un lien unique entre la société civile, les pays en développement et les fonds/organisations établis à travers le monde, l' UNOSSC a attaqué avec succès de nombreux domaines de la coopération Sud-Sud à travers ses entités dont : l'Académie de Développement Sud-Sud, l' EXPO de Développement Sud-Sud , et l'Échange Sud-Sud des actifs et de technologie. De même, en utilisant ces instruments ainsi que plusieurs autres partenariats fortement établis avec des organismes consacrés à la CSS, comme l'Agence japonaise de coopération internationale(JICA), l'UNOSSC a pris pour charge d'intégrer le développement et l'enrichissement de la CSS dans le processus global du développement du Sud avec des résultats remarquables.

Comme la capacité de l'UNOSSC continue de croître à travers les pays du Sud, marquant un succès particulier dans les États de l'Amérique latine, l'influence croissante des États arabes sur la politique, l'économie et le développement à l'échelle mondiale, a engendré le besoin d'élaborer un portefeuille de la Coopération Sud-Sud, spécifique pour la région.

Table des Matières

Avant-propos

Vue d'ensemble des tendances et des opportunités visant à faire avancer la coopération triangulaire et Sud-Sud dans la région

1. **Réaligner l'Ordre mondial: tendances et meilleures pratiques de la coopération nationale et intra-régionale arabe**
   - 1.1 Tendances et meilleures pratiques de la coopération arabe Sud-Sud aux niveaux, national et intra-régional
   - 1.2 Objectifs, modèles et approches stratégiques de la coopération arabe Sud-Sud
   - 1.3 capacités et défis clés
   - 1.4 marche en avant: possibilités de collaboration
2. **Tendances, meilleures pratiques et une large variété d'opportunités dans la coopération arabe interrégionale**
   - 2.1 L'élargissement de la coopération arabe avec d'autres régions en voie de développement, commerce et finances, ressources naturelles, culture
   - 2.2 Mise au centre de l'Afrique
   - 2.3 Forger des partenariats stratégiques avec l'Asie
   - 2.4 Élargissement de la collaboration avec l'Amérique du Sud
   - 2.5 Développement des liens avec l'Europe de l'est et l'Asie centrale
   - 2.6 Expansion des opportunités pour une meilleure coopération interrégionale
   - 2.7 Défis cés de la coopération interrégionale Sud-Sud
3. **Approche stratégique régionale pour remédier au manque de connaissance, de communication et de ressources, outre la coopération Sud-Sud et triangulaire avancée de développement dans la région arabe**
   - 3.1 critères de l'approche
   - 3.2 Éléments de l'approche

Solutions en vedette

1. **Alliance pour lutter contre la cécité évitable-Banque Islamique de Développement**
2. **Nord-Sud embrasse Sud-Sud pour la reconstruction de l'Irak**
3. **Activités de micro- crédit au profit des WLHIV (femmes vivant avec le VIH); Djibouti**

Vue d'ensemble des tendances et des opportunités visant à faire avancer la coopération triangulaire et Sud-Sud dans la région arabe

1. Réalignement de l'Ordre Mondial : Tendances et Meilleures pratiques de la coopération nationale et intra-régionale arabe

De plus en plus, une variété de nouveaux acteurs, dont beaucoup parmi les États arabes, venait faire son apparition sur la scène pour refaçonner le paysage du développement mondial. Ces acteurs tendent à traduire leur richesse de connaissances, de compétences et d'inspiration technique, ainsi que leurs politiques sociales et économiques créatives, et leur influence politique émergente, par des résultats positifs de développement, ajoutant ainsi aux capacités et aux expériences complémentaires, tout en gardant à l'esprit leurs propres aspirations et leurs besoins spéciaux. Pendant ce changement accéléré, la Coopération sud-sud (CSS) et la coopération triangulaire[1] continuaient de servir d'instruments particulièrement puissants pour forger des partenariats de développement horizontaux, partageant et appliquant les connaissances dans différents domaines de développement, et approfondissant l'interdépendance mondiale. Certains développements entrepris récemment dans le cadre de la CSS ont pris la forme d'échanges de solutions et d'experts, de transfert de technologie, et de dialogues sur les différentes options de réforme politique; ceci a augmenté les flux officiels des investissements étrangers directs, et a même haussé le taux

La Coopération sud-sud (CSS) et la coopération triangulaire continuaient de servir d'instruments particulièrement puissants pour forger des partenariats de développement horizontaux, partageant et appliquant les connaissances dans différents domaines de développement, et approfondissant l'interdépendance mondiale.

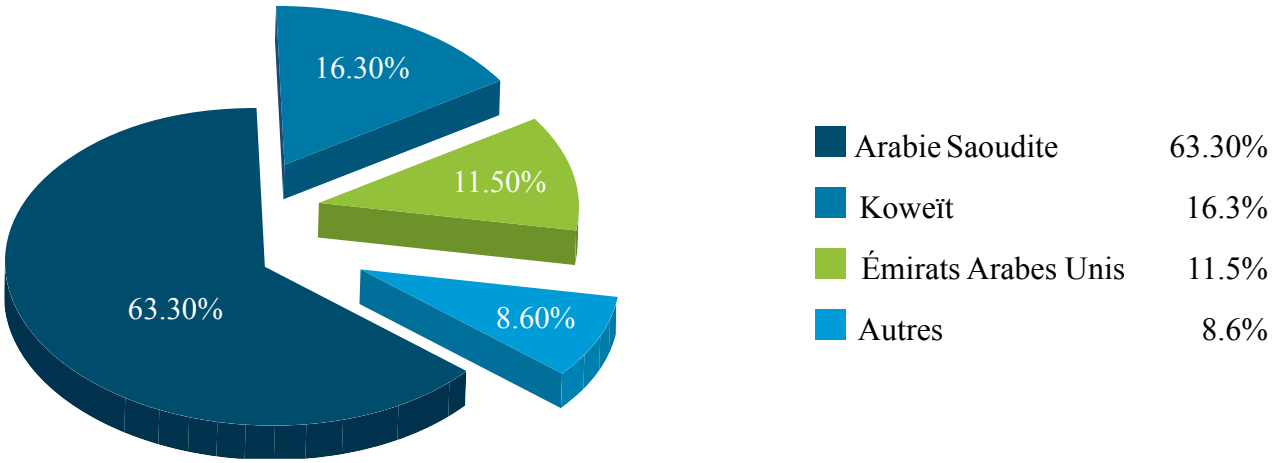
[1] Les fonctions clés de la Coopération Sud-Sud comprennent le renforcement des capacités, la formation, larecherche et le transfert technologie, l'information et l'échange de connaissances, de conseil et de soutien technique.

des échanges commerciaux. De plus, le lancement du Partenariat Mondial naissant pour la Coopération Efficace au Développement[2] représente un effort déployé délibérément par les donateurs traditionnels[3] afin d'englober l'ensemble des vues et des pratiques des acteurs du Sud.

La CSS est un des empreintes de la coopération arabe au développement. Les fournisseurs arabes de ladite coopération- tant sur le niveau bilatéral que multilatéral - qui ont emprunté ce chemin il y a plus de 40 ans, doivent être reconnus comme des acteurs importants du développement. Par exemple, tous les fournisseurs arabes – en particulier, le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis - ont été parmi les plus généreux dans le monde. Une analyse des chiffres arabes de l'Aide Publique au Développement (APD) entre 1973 et 2008, selon la Banque mondiale, l'illustre bien, montrant l'APD total de 272 milliards de dollars et une moyenne de 1,5% du produit national brut combiné. Ce chiffre est le double de l'objectif de l'ONU quant à l'aide au développement, qui est de 0,7%, et cinq fois la moyenne des donateurs traditionnels[3]. S'il y a difficulté à insister, suffisemment, sur le fait que l'APD n'est qu'une représentation partielle des flux de la CSS puisque la grande majorité des activités est encore mesurée en termes de monnais, ceci témoigne, quand même, de la générosité arabe.

Traditionnellement, plus de 80 pour cent de cette générosité arabe sud-sud ont été dirigés vers d'autres Pays arabes. La contribution de l'Arabie Saoudite a représenté presque deux tiers du total de l'Aide Publique arabe au Développement entre 1973 et 2008 (voir la figure ci-dessous), suivi par le Koweït avec 16%, et les Émirats Arabes Unis avec 11.5%; d'autres sources ont représenté un pourcentage collectif de 8.6%. Les pays destinataires de l'APD bilatérale arabe ont subi quelques changements au fil du temps (voir tableau ci-dessous). Le Maroc, l'Oman et le Yémen ont systématiquement(de façon cohérente) été parmi les 10 premiers au cours des décennies; tandis que le Bahreïn, l'Égypte, le Liban, la République arabe Syrienne et le Soudan ont été exclus une fois pour toute. L'Égypte était de loin le plus grand destinataire d'APD arabe dans les années 1970, tandis que la République Arabe Syrienne était le plus grand destinataire cumulatif au cours de la période de 35 ans, avant de régresser sur la liste des 10 premiers durant la période écoulée entre 2000 et 2008. Maintenant l'État de la Palestine est le plus grand destinataire d'APD arabe bien qu'il n'ait jamais figuré sur la liste des 10 premiers auparavant.[4] D'autres pays destinataires arabes importants incluent l'Algérie, le Djibouti et la Jordanie.

Les sources Principales de l'APD arabe, 1973-2008.



[2] Formé au cours de la quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, République de Corée, en 2011, le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement est un nouveau forum inclusif réunissant un large éventail de pays et d'organisations engagés à veiller à ce que la coopération au développement est efficace et prend en charge la réalisation des résultats. Le partenariat travaillera à favoriser l'engagement, la communication et le partage des connaissances entre les acteurs du développement.

[3] Banque mondiale, l'aide au développement arabe: Quatre décennies de coopération, Washington, DC, Juin 2010. Disponible à partir du http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/ADAPub82410web.pdf.

[4] Ibid.

10 Premiers bénéficiaires arabes d'APD Bilatérale (sommes nettes cumulatives dépensées jusqu'en 2007, en millions de dollars).

1973-1979		1980-1989		1990-1999		2000-2008		1973-2008	
pays-	M$	pays-	M$	pays-	M$	pays-	M$	pays-	M$
L'Égypte	24,609	La Syrie	15,726	L'Égypte	5,801	La Palestine	1,657	La Syrie	33,631
La Syrie	15,941	La Jordanie	12,804	La Turquie	2,541	Lebanon	834	L'Égypte	31,022
La Jordanie	8,074	Le Maroc	6,144	La Syrie	2,028	Le Maroc	771	La Jordanie	21,606
Le Yemen	4,685	Le Yemen	4,498	Le Maroc	1,491	L'Égypte	596	Le Maroc	11,179
Le Pakistan	3,763	Le Soudan	3,632	Lebanon	830	Le Yemen	588	Le Yemen	10,021
Le Soudan	3,030	Le Bahraîn	2,221	Le Bahraîn	813	Le Soudan	498	Le Soudan	7,259
Le Maroc	2,773	Le Sultanat d'Oman	1,690	La Jordanie	627	L'Algérie	366	Le Pakistan	4,832
Le Sultanat d'Oman	2,173	Lebanon	1,640	L'Afghanistan	543	La Turquie	349	Le Bahraîn	4,678
La Mauritanie	1,709	Le Pakistan	1,243	Le Sultanat d'Oman	337	Le Bahraîn	342	Lebanon	4,510
La Somalie	1,546	La Turquie	1,221	Le Yemen	243	Le Sultanat d'Oman	203	Le Sultanat d'Oman	4,404
Part totale de l'APD: 87%		**82%**		**88%**		**80%**		**82%**	

Source: World Bank, Arab Development Assistance: Four Decades of Cooperation, Washington, D.C., June 2010.

Les fournisseurs arabes commencent à gagner une proéminence croissante au sein des forums internationaux; lesquels sont de véritables plateformes cruciales qui aident au progrès de la CSS. Tandis que l'Arabie Saoudite est jusqu'ici le seul pays arabe à avoir la chance d'adhérer au Groupe des Vingt grandes économies(G20), plusieurs autres pays émergent en tant que membres potentiels de ce même Groupe. En outre, l'Égypte est devenue un membre important des fournisseurs de développement des CIVETS[5] qui ont fortement favorisé l'échange et l'apprentissage des connaissances Sud-Sud. Cependant, dans l'ensemble, les modèles arabes de meilleures pratiques n'ont pas reçu encore le degré d'attention qu'ils méritent. Partant, il y a urgence à élaborer davantage de recherches approfondies sur les divers pays, cas-par-cas, pour enrichir les détails fournis ci-dessous.

1.1 Tendances et meilleures pratiques de la coopération arabe Sud-Sud aux niveaux, national et intra-régional

Le document final de la Conférence de Haut Niveau des Nations Unies sur la Coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi, au Kenya, en Décembre 2009 , expose la logique, les principes et les acteurs pivots de la CSS. Il définit celle-ci comme «l'effort conjoint des peuples et des pays du Sud, né d'expériences et de sympathies partagées ... un partenariat entre égaux, fondé sur la solidarité". D'urgence, le document final de Nairobi déclare que la CSS ne doit pas être envisagée, simplement, comme une forme d'aide publique au développement, mais plutôt comme une vaste gamme d'initiatives de collaboration, de programmes croisés entre pays, d'accords et de positions communes de négociation

[5] La Colombie, l'Indonésie, le Viet Nam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud. Ce dernier est maintenant généralement inclus avec le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud groupe (BRICS).

Il définit celle-ci comme «l'effort conjoint des peuples et des pays du Sud, né d'expériences et de sympathies partagées ... un partenariat entre égaux, fondé sur la solidarité". D'urgence, le document final de Nairobi déclare que la CSS ne doit pas être envisagée, simplement, comme une forme d'aide publique au développement, mais plutôt comme une vaste gamme d'initiatives de collaboration, de programmes croisés entre pays, d'accords et de positions communes de négociation conçus conjointement par les pays en développement pour aider à réduire la pauvreté, en plus de plusieurs autres aspects du développement humain.

conçus conjointement par les pays en développement pour aider à réduire la pauvreté, en plus de plusieurs autres aspects du développement humain.

Un des traits caractéristiques importants de l'autonomie collective des pays en développement a été la création de larges réseaux non gouvernementaux Sud-Sud, incluant le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires. Les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux sont, pareillement, guidés par les principes normatifs du document final de Nairobie stipulant le respect de la souveraineté et de l'appropriation nationales, de l'indépendance nationale, de l'égalité, de la non-conditionnalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, et des intérêts mutuels. Les principes opérationnels clés comprennent la responsabilité mutuelle, la transparence, l'efficacité du développement, et la coordination des initiatives réelles axées sur les résultats finals (voir également la section 3).

Pour les fournisseurs arabes de la CSS, la coopération stratégique visée est devenue un puissant instrument d'influence, y compris pour favoriser, à la fois, l'élaboration d'une politique étrangère multicouches et les intérêts commerciaux. En même temps, une concentration traditionnelle de coopération avec d'autres pays arabes[6] évolue rapidement pendant que les fournisseurs arabes offrent de plus en plus leur expertise, connaissance, services et ressources financières à d'autres régions.

1.2 Les objectifs, les modèles et les approches stratégiques de la coopération arabe Sud-Sud

1.2.1 principaux contribuables à la Coopération bilatérale Sud-Sud

Des pays les plus riches du Golfe, aux pays les moins avancés (PMA) comme le Soudan ou le Yémen, passant par les économies les plus diversifiées telles que l'Égypte ou la Jordanie, de nombreux fournisseurs de la CSS sont, désormais, présents sur la scène . La demande est également forte dans nombre de secteurs, voire souvent au sein du même pays. Une grande partie de l'information disponible courante se concentre sur le soutien arabe en Afrique qui peut fournir aussi bien des modèles importants de reproductibilité intra-régionale. De façon générale, davantage de ressources financières arabes viennent déferler sur les pays pauvres: 40 pour cent du total de l'aide financière arabe ont été alloués aux pays bénéficiaires de l'aide internationale au développement assurée par la Banque Mondiale. En outre, environ 20 pour cent du total des prêts arabes ont été dirigés vers des pays éligibles à l'assistance PPTE (Pays Pauvres Très Endettés).[7] Le renforcement de cette approche pro-pauvres sera, donc, vital, pour l'avenir. Déjà, beaucoup de pays arabes ont notamment soutenu le développement des capacités Sud-Sud, y compris la mise en place et le fonctionnement des instituts de formation pour les fonctionnaires des pays partenaires, et ont fourni une assistance aux initiatives de partage des connaissances pour aider les pays partenaires à développer des solutions politiques adaptées à leurs propre défis de développement.

[6] Ibid. La Banque mondiale
[7] Ibid

Au sein de la région arabe, le plus grand avantage réside dans la facile transférabilité des connaissances sans entraves de langue ou de context; la preuve en est que les arabophones peuvent réduire au minimum la perte de bénéfices qui peut se produire ailleurs en raison des barrières linguistiques. En outre, le partenariat avec des établissements dans la région assure la pertinence politique et opérationnelle, étant donné le partage des mêmes conditions régionales.

Les exemples suivants, étalés essentillement pour illustrer la grande diversité de la CSS arabe aux niveaux, national et intra-régional, ne sont pas du tout exhaustifs. D'ailleurs, plus la documentation complète de ces efforts est renforcée plus l'experience acquise est encore plus riche pour les pays méridionaux dans d'autres régions (voir également la section 1.3).

Les fonds nationaux établis depuis longtemps: Le Koweït, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis

Comme c'est noté plus haut, le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis sont considérés, de loin, comme les partenaires bilatéraux les plus forts de la CSS, puisque chacun d'entre eux possédait, de très longtemps, son propre fond national d'assistance au développement. Au cours des dernières années, on a accordé une très grande importance au financement du développement, surtout par l'intermédiaire de prêts à taux inférieurs. Même en assurant des financements ou en contribuant à la réduction de diverses carences dans nomdre de pays en voie de développement[8] le Fond Saoudien pour le Développement, le Fond Koweïtien pour le Développement Économique Arabe, ou encore le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement, continuaient toujours, tous, à prêter une attention particulière à la coopération arabe. Par exemple, plus que la moitié des presque 800 prêts et 230 concessions d'assistance technique octroyés par le Fond Koweïtien pour le Développement Économique Arabe, à partir de sa création, avait été distribué entre 16 États arabes. En 2010-2011, le fond Koweïtien pour le Développement Économique Arabe a executé des accords de prêt avec sept pays arabes, principalement dans le secteur d'énergie.[9] En outre, en 2011, le Fond Saoudien pour le Développement a assuré le financement des centrales électriques en Égypte et en République arabe Syrienne avec des barrages au Soudan[10] alors que le fond d'Abu Dhabi pour le Développement a octroyé un prêt au Bahrain afin d'être utilisé dans la construction des bâtiments gouvernementaux et administratifs.[11]

Dans le cadre d'autres initiatives prises par ces principaux fournisseurs arabes, le Koweït a offert les

[8] Ibid
[9] Fonds koweïtien pour le développement, quarante-neuvième Rapport annuel 2010-2011, le Koweït, 2011. Disponible à partir du http://www.kuwait-fund.org/images/Annual% 20Reports% 20En/Annual% 20Report% 20-2010-2011.pdf
[10] Fonds saoudien pour le développement, Rapport annuel 2011, Riyad, 2012.
[11] Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, Rapport annuel 2011: Vers un avenir meilleur, Abu Dhabi, 2012.

services nécessaires aux sociétés, publiques et privées, de construction et de communications, telles que "Zain" dont la plupart des clients était uniquement, jusqu'à 2010, parmi la population du continent africain. Ces services ont non seulement été profitables pour les investisseurs, mais ils ont été, également, cruciaux à stimuler le développement humain durable en ouvrant de nouveaux canaux de communication entre les peuples et les gouvernements, et en asurant un accès à l'information publique et, éventuellement, aux services de base pour tout le monde. Le Koweït coopère, également, avec l'Organisation du Golfe pour la Recherche et le Développement, basée au Qatar, pour favoriser le transfert des connaissances concernant la construction durable, ainsi que pour promouvoir le développement durable .

De même, les Émirats Arabes Unis ont été tellement actifs dans les domaines de l'énergie renouvelable et alternative, et de la technologie propre; à titre d'exemple, Masdar, une des filiales de la compagnie de développement" Mubadala", à Abu Dhabi, héberge le Sommet Mondial de l'énergie future, qui a fourni une plateforme importante pour l'échange de connaissances parmi de nombreux pays méridionaux. Récemment, les Émirats Arabes Unis ont également rétabli la plateforme Sud-Sud de la Conférence de Haut niveau pour la Science et la Technologie, qui est un autre forum important pour l'échange de connaissances Sud-Sud. En outre, ce pays est devenu le vivier des companies privées spécialisées dans le domaine de l'apprentissage en ligne (e-learning) qui s'active à travers toute la région arabe. Les sources principales de la philanthropie méridionale comporte la Fondation Mohamed Bin Rashid Al-Maktoum, basée à Dubai, considérée comme la plus grande dans la région arabe, avec une dotation de 10 milliard de dollars, ainsi que "les Soins de Dubaï" qui soutient l'éducation primaire dans les pays en développement avec une dotation de 1 milliard de dollars.

L'Arabie saoudite, quant à elle, a instauré une méthode distinctive pour la mobilisation des ressources, ayant la forme de "campagnes publiques" qui sont des mécanismes semi- publics, semi- privés adoptés par le gouvernement pour mobiliser des dons humanitaires privés – en espèce ou en nature - des citoyens ordinaires et du monde des affaires. Ces dons sont, le plus souvent, dirigés vers d'autres communautés arabes, telles que le Liban, l'État de Palestine, ou le Yémen.

L'Arabie saoudite, quant à elle, a instauré une méthode distinctive pour la mobilisation des ressources, ayant la forme de "campagnes publiques" qui sont des mécanismes semi- publics, semi- privés adoptés par le gouvernement pour mobiliser des dons humanitaires privés – en espèce ou en nature - des citoyens ordinaires et du monde des affaires. Ces dons sont, le plus souvent, dirigés vers d'autres communautés arabes, telles que le Liban, l'État de Palestine, ou le Yémen. En 2010, la valeur totale de la coopération générée par des campagnes et des comités publics saoudiens a dépassé, officiellement, les 388 millions des dollars. Entre temps, plusieurs fondations privées qui ont une forte présence à l'extérieur de l'Arabie saoudite sont dirigées par des membres de la famille royale, à savoir la Fondation Al-Walid Bin Talal qui, en 2010, a reçu un prix humanitaire spécial louant la réalisation d'affaires de l'Arabie Saoudite. Les activités

de la Fondation comprennent des pays comme l'Égypte, le Maroc, la République Arabe Syrienne, et la Tunisie, avec des contributions bilatérales directes pour les communautés ciblées dans ces pays, et encore avec d'autres fonds opérant à travers, soit les Nations Unies, soit les organisations non-gouvernementales(ONG), soit les différentes autres fondations.

Fournisseurs arabes pivots de la CSS : l'Égypte, le Maroc, le Qatar, la Tunisie

D'autres pays de la région, à revenu intermédiaire émergent, s'engagent activement à la CSS. Et ce, à l'instar de l'Égypte qui incarne une tendance des pays arabes qui deviennent fournisseurs pivots de coopération en continuant d'être bénéficiaires. Ayant compris à fond les deux revers d'un partenariat de développement, ces pays deviennent, ainsi, plus aptes à s'intègrer dans le cadre de la CSS.

L'Égypte a occupé une place très avancée dans la Coopération Sud-Sud à travers ses fonds spéciaux pour la coopération technique avec d'autres régions, ainsi qu'à travers la coopération trilatérale avec la Banque Islamique de Développement, le Japon et la Turquie. Dans le cadre du Fonds Égyptien pour la Coopération Technique avec l'Afrique, l'Égypte a fourni plus de 250 experts, à court et à long terme, à quelques 30 pays africains pour aider à la formation et à la facilitation de l'échange des

connaissances dans divers secteurs, y compris les ressources en eau, la santé, l'agriculture et l'éducation. Le fond a également donné plus de 50 stages de formation dans différents domaines tels que, le maintien de l'ordre, les soins infirmiers, la justice, la diplomatie, l'agriculture et les médias. Dans l'une de ses initiatives les plus réussies, le Fond a amélioré des capacités dans le génie des rivières à travers le Bassin du Nil, avec la mise en place du réseau de construction de la capacité du Bassin du Nil qui regroupe plus de 500 experts spécialisés en hydrologie. Ce réseau a, tout de même, présenté des facilités à plus d'une douzaine de groupes conjoints de recherche appliquée, et trente six autres rapports de recherches colletives. Toujours dans le domaine de l'eau, le Centre National des Recherches de l'eau prête une attention particulière au génie hydraulique et à l'hydrologie environnementale pour les régions arides et semi –

Dans le cadre du Fonds Égyptien pour la Coopération Technique avec l'Afrique, l'Égypte a fourni plus de 250 experts, à court et à long terme, à quelques 30 pays africains pour aider à la formation et à la facilitation de l'échange des connaissances dans divers secteurs, y compris les ressources en eau, la santé, l'agriculture et l'éducation.

arides, et a pu profiter plus d'une douzaine de pays arabes. En matière de santé, le Fonds égyptien pour la Coopération Technique avec l'Afrique a envoyé, au Cameroun, des ingénieurs experts en entretien des équipements médicaux pour former leurs homologues camerounais sur les moyens efficaces permettant de limiter les infections causées par les équipements contaminés.

Un autre Fonds, le Fonds Égyptien pour la Coopération Technique avec le Commonwealth (les États européens islamiques et les États recevant leur indépendance récemment), a organisé plus de 1000 stages de formation pour 20 000 stagiaires dans différents domains, tels que le tourisme, le crime et les investigations, la transformation des produits agricoles, la culture et la langue arabes, la mise en place d'établissements de bienfaisance, et les industries médicales. Les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) ont bénéficié; sachons, par exemple, que l'Égypte a formé plus de 1 200 chercheurs du Kazakhistan seul, répartis sur 170 stages de formation . Grâce au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)- organisme dépendant de l'Union africaine, chargé de la planification et de la coordination- l'Égypte a également aidé des pays comme l'Ouganda à développer d'importantes capacities techniques et humaines. Les plantes aquatiques ont bloqué de nombreux grands lacs ougandais provoquant des inondations, et entraînant, par conséquent, de graves problèmes économiques, sociaux et hygiéniques chez des millions de personnes vivant aux alentours. À l'heure actuelle, l'industrie de la pêche en eau douce en Ouganda a été effectivement remise en état, et les Ougandais eux-mêmes sont, désormais, en mesure de faire fonctionner des équipements spécialisés pour contrôler les herbes aquatiques nuisibles.

L'Égypte a également lancé le Centre pour la coopération industrielle Sud-Sud pour le transfert de technologie et la promotion du développement industriel basé sur l'innovation entre les États africains. Le pays tient beaucoup à s'imposer comme un des fournisseurs importants de la CSS en technologies de l'information et de la communication (TIC). Du côté destinataire, le gouvernement a lancé le Fonds Égyptien spécial d'affectation des TIC, comme un mécanisme pour promouvoir le rôle des TICs dans le développement communautaire, l'agriculture, l'éducation,la santé, et aussi en faveur des petites et moyennes entreprises et des personnes handicapées; ce qui peut, encore, servir de modèles pour être reproduits. En même temps, l'Égypte a été un des grands bénéficiaires de l'aide multilatérale arabe, sachons, par exemple, que l'Organisation multilatérale du Golfe pour le développement de l'Égypte a été créée dans le seul but de développer le pays.

La prédisposition du Maroc à partager l'expertise et la formation de l'Office national de l'électricité et l'eau potable a pleinement contribué dans l'instauration des capacités de la société nationale de l'eau en Mauritanie, donnant ainsi une démonstration supplémentaire de l'importance vitale du secteur de la Coopération Sud-Sud entre les pays arabes.

Le Maroc a également émergé comme un chef de file dans la promotion de la CSS avec les maintes visites éffectuées par le roi Mohammed VI aux États de l'Afrique subsaharienne, dont la plus récente a eu lieu en

Mars 2013, ayant pour but d'y renforcer la coopération datant de très longtemps . Comme l'Égypte et d'autres pays arabes, le Maroc est à la fois un des principaux bénéficiaires de l'aide multilatérale arabe. Il est à noter que le développement économique Sud-Sud vient à la tête des priorités du pays, qui a déjà accueilli plusieurs "caravanes d'exportation" qui présentent des cas réels de différents secteurs tels que les matériaux de construction, l'électricité, les finances, et la pharmacie. Le Monarque marocain a également encouragé l'embauche à grande échelle des diplômés des écoles polythechniques marocaines pour contribuer au développement des projets de l'électrification rurale ou de la gestion de l'eau. La prédisposition du Maroc à partager l'expertise et la formation du Bureau national de l'électricité et l'eau potable a pleinement contribué dans l'instauration des capacités de la société nationale de l'eau en Mauritanie, donnant ainsi une démonstration supplémentaire de l'importance vitale du secteur de la Coopération Sud-Sud entre les pays arabes.

Le Maroc a un partenariat formel de CSS avec le Gabon, la Mauritanie et le Sénégal, visant à appuyer la décentralisation et le développement local, ce qui favorise le partage d'expériences, l'échange d'experts et la mise en place de réseaux de connaissances. Il a également assuré la construction des connaissances du Sénégal quant à la réforme de la gestion des hôpitaux, et s'est engagé à soutenir les tribunaux de comptes au Liban. Un nouveau réseau de connaissances Sud-Sud profitant déjà des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, doit se trouver, désormais, au centre d'excellence de la budgétisation sensible à l'égalité des sexes, ce qui offre une opportunité de partage d'expériences et de nombre de pratiques pour soutenir et la gestion des finances publiques sensibles au genre, et l'évaluation des politiques.

Qatar soulève son profil de coopération, en particulier dans le cadre d'initiatives multilatérales et régionales, à travers un tas d'investissements et d'initiatives diplomatiques clés. Il a, par exemple, largement contribué à encourager le lancement du Fonds du Sud pour le développement et l'aide humanitaire, et le Fonds de développement du groupe influent des 77 (G-77). Il est à signaler également que le Doha a accueilli le Deuxième Sommet du Sud en 2005, où les dirigeants du Sud se sont engagés à redoubler leurs efforts afin de promouvoir la coopération entre leurs pays. Le Sommet a adopté la Déclaration de Doha et le Plan d'action de Doha, ce qui avait poussé à l'expansion du commerce entre les pays du sud, et de la coopération dans le domaine des ressources humaines et techniques, y compris les domaines de l'information et de la communication.

En 2007, le Qatar a présidé le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la coopération entre les pays du Sud, et en Mars 2009, le pays a accueilli le Deuxième Sommet des pays arabes et d'Amérique du Sud, qui est devenu un instrument important dans la promotion de la coopération économique, technique et politique, outre le renforcement de la construction des capacitiés, et de l'échange des meilleures pratiques dans le domaine du développement.

Qatar a également accueilli la Réunion de haut niveau sur et la gestion du pétrole et du gaz , qui a réuni des hauts fonctionnaires venant de 42 pays, pour donner lieu, en conséquence- lors de la Conférence Internationale sur la réduction de la pauvreté en fuel, tenue en 2008- à l'échange d'expériences comparatives des pays avec les revenus pétroliers et gaziers. Notamment avec l'avènement du Printemps

Arabe, le Qatar et autres pays parmi les plus riches de la région, ont utilisé la coopération dans l'intention de minimiser l'effet déstabilisateur des transitions connues par la région. En 2011, par exemple, le Qatar a étendu la coopération financière avec le Conseil National de Transition en Libye, de l'opposition, en

l' aidant à vendre du pétrol sur les marchés internationaux.

Un autre pays arabe clé, la Tunisie, a été l'un des premiers dans le Sud à développer une politique formelle de Coopération Sud-Sud. Les Programmes et projets sont mis en œuvre par l'Agence tunisienne de coopération technique. En particulier, la Tunisie a envoyé des enseignants dans les pays du voisinage africain, et a fait preuve d'une large coopération à la planification familiale et à la santé reproductive; néanmoins, ceci n'empêche qu'elle est aussi pays bénéficiaire. Dans une initiative récente, la Tunisie et l'Égypte ont collaboré à utiliser les résultats de recherche scientifique dans le développement des petites entreprises au sein des zones rurales, ainsi que dans la lutte contre le chômage des jeunes dans les deux pays; lequel est considéré comme un des facteurs clés qui ont attisé les événements du Printemps arabe.

Une partie de la réussite de la Tunisie dans la CSS revient au fait qu'elle a fondé son assistance technique sur ses propres expériences. Par exemple, elle a considérablement amélioré l'accès aux services sanitaires de reproduction dans le district de Kollo au Niger par l'application d'un modèle éprouvé de cliniques ambulantes et d'éducation personnalisée pour différents groupes cibles, et en associant pleinement les dirigeants de la communauté au programme.

La Formation et le perfectionnement des cadres étrangers représentent un élément clé de la coopération technique tunisienne. L'Agence Tunisienne de Coopération Technique organise des stages de formation, y compris la formation sur mesure, et des stages avancés pour les professionnels du Sud dans des domaines tels que les règles de base sanitaire, la promotion de la femme, l'environnement, l'alphabétisation des adultes, les formations professionnelles, la promotion des petites et moyennes entreprises, la gestion de projets, et les négociations commerciales. En outre, la Tunisie fait ses premiers pas vers le renforcement des liens scientifiques avec d'autres pays en développement après la révolution de 2011; en 2012, la Tunisie et l'Inde ont convenu de poursuivre la collaboration entre les chercheurs des deux pays en biotechnologie et en sciences médicales.

Une partie de la réussite de la Tunisie dans la CSS revient au fait qu'elle a fondé son assistance technique sur ses propres expériences. Par exemple, elle a considérablement amélioré l'accès aux services sanitaires de reproduction dans le district de Kollo au Niger par l'application d'un modèle éprouvé de cliniques ambulantes et d'éducation personnalisée pour différents groupes cibles, et en associant pleinement les dirigeants de la communauté au programme. Cette expérience, qui a été reproduit dans d'autres pays arabes avec l'assistance technique d'experts tunisiens, a permis à la Tunisie de recevoir le Prix des Nations Unies de la Coopération Sud-Sud en 2008 . Pareillement au projet de Kollo- qui a été soutenu par la France- la Tunisie est particulièrement active dans la coopération triangulaire, à tel point qu'elle a mis en place près de 70 projets de ce genre, dont 12 en 2009 seulement.[12]

Au-delà de la tradition: émergence de Fournisseurs Arabes de CSS

L'Algérie a été un participant particulièrement actif dans les projets régionaux de coopération dans le cadre du NEPAD, y compris dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, du transfert de la technologie, de l'investissement dans le secteur économique (hydrocarbures, télécommunications), et de l'éducation sanitaire. Il a également joué un rôle important dans les relations entre la région arabe et l' Amérique du Sud en accueillant la Bibliothèque Arabo-Sud-Américaine pour promouvoir les échanges culturels entre les deux régions. Et, dans le but de réduire la pauvreté à travers la promotion de la science et de la technologie, l'Algérie a également initié la création du Réseau Universitaire Afrique-Asie du développement en collaboration avec l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Japon. Étape qui a facilité le renforcement des liens intellectuels entre les deux régions, à travers le partage de technologies et de solutions innovatrices, et aussi à travers l'élaboration de recherches sur la gestion durable de l'eau, les énergies renouvelables, la femme dans le développement de la science et de la technologie, les écosystèmes, la sécurité alimentaire et la santé publique. En outre, la Commission pour le Contrôle des Criquets pélerins dans les Régions de l'Ouest, siégé à Alger, a joué un rôle primordial en assurant les fourniture d'équipements et d' experts à partir de l'Algérie, de la Libye, du Maroc et de la Tunisie, pour empêcher les essaims de criquets de dévaster les cultures et les pâturages dans toute la région ouest africaine (le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, et le Sénégal).

Et, dans le but de réduire la pauvreté à travers la promotion de la science et de la technologie, l'Algérie a également initié la création du Réseau Universitaire Afrique-Asie du développement en collaboration avec l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Japon. Étape qui a facilité le renforcement des liens intellectuels entre les deux régions, à travers le partage de technologies et de solutions innovatrices, et aussi à travers l'élaboration de recherches

Au Bahreïn, le Bureau de Promotion des Investissements et de la technologie réunit en son sein le ministère des Finances, l'Organisation du Développement Industriel des Nations Unies, Koweït

[12] Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, le PNUD, renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, New York, 2009. Disponible à partir du http://southsouthconference.org/wp-content/uploads/2009/10/E_Book.pdf, p. 150.

Finance House-Bahreïn, l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), ainsi que des partenaires régionaux multilatéraux. Il mobilise des ressources financières et technologiques, en plus des ressources en connaissances et en gestion, à partir du Bahreïn et de toute la Région Arabe pour aider les pays en développement et les économies en transition. En parallèle, ce Bureau a mis au point le Programme de Promotion des Investissements et de Développement des Entreprises, et a participé à l'organisation du premier Forum Arabe International pour les Jeunes Entrepreneurs et les Hommes d'Affaires, tenu au Liban en 2011. Événement qui a attiré 500 participants de 52 pays.

Quant au Djibouti, il est en train d'explorer la CSS en Afrique sub-saharienne, surtout, très récemment, avec le Gabon. En particulier, il peut offrir une expertise dans le domaine du développement portuaire et ferroviaire qui est un domaine d'intérêt particulier au Gabon, puisque celui-ci projette de construire le plus grand port en eau profonde dans le Golfe de Guinée. En tant que bénéficiaire, le Djibouti a également bénéficié de l'apprentissage de systèmes de transfert direct d'argent, et de l'argent des travaux grâce au Bénin et à l' Ethiopie. Comme Djibouti, l'État de Palestine est en train, lui aussi, d'explorer le potentiel de la Coopération Sud-Sud axée, pour le moment, sur la Bolivie en Amérique du Sud, tout en ayant pour cible, le tourisme, l'agriculture, ainsi que les services financiers et bancaires .

Au Bahreïn, le Bureau de Promotion des Investissements et de la technologie mobilise des ressources financières et technologiques, en plus des ressources en connaissances et en gestion, à partir du Bahreïn et de toute la Région Arabe pour aider les pays en développement et les économies en transition. En parallèle, ce Bureau a mis au point le Programme de Promotion des Investissements et de Développement des Entreprises

La Jordanie- en tant que pionnier, dans la région, des efforts visant à garantir la protection des femmes et des enfants contre la violence- a participé, également, au renforcement de la capacité de l'Unité de Protection de Famille en Irak, en utilisant son propre modèle

Concernant le développement de la capacité agricole, la Jordanie a fourni au Yémen une expertise technique dans les domaines de la production agricole, de l'irrigation, de la commercialisation, et de l'élevage, en contribuant à y accroître la production agricole et la sécurité alimentaire.

d'Unités dotés d'un large éventail de professionnels, comprennant des policiers, des travailleurs sociaux et des psychologues. Concernant le développement de la capacité agricole, la Jordanie a fourni au Yémen une expertise technique dans les domaines de la production agricole, de l'irrigation, de la commercialisation, et de l'élevage, en contribuant à y accroître la production agricole et la sécurité alimentaire. D'autre part, des Scientifiques de la Terre, d'Israël, de la Jordanie et de l'État de Palestine, ont forgé un partenariat de recherche pour élaborer une cartographie de l'activité sismique dans la région, œuvrant ensemble à élaborer la cartographie d'une zone de 100 kilomètres carrés autour de l'ancienne ville de Jéricho, considérée comme l'une des zones du monde les plus vulnérables aux tremblements de terre. Avec le Kazakhistan, qui se met à créer sa première Université virtuelle, la Jordanie prête main forte à la mise en place des programmes d'apprentissage en ligne (e-learning). La Jordanie et le Kazakhistan ont également créé un Conseil d'Affaires commun chargé d'organiser les forums pour promouvoir l'investissement dans les entreprises de technologie, et améliorer le transfert des TICs dans les domaines de l'exploitation minière et des produits pharmaceutiques. Du point de vue du bénéficiaire, la coopération de la Jordanie avec la Turquie a donné lieu à la création d'une Organisation de Volontaires pour les catastrophes de Petra considéré parmi les sites du patrimoine mondial vulnérables aux crues éclair,aux tremblements de terre et aux changements climatiques.

La monoculture du tabac, qui était arrivée à dominer l'agriculture au sud du Liban, a marqué l'urgence de stimuler un nouveau guidage de CSS dans le cadre de l'Initiative du développement durable dans la Région Arabe, adopté par le Conseil des Ministres Arabes chargés de l'environnement. C'est, donc, une reconnaissance quant à la gravité de la menace exercée par la perte de biodiversité, et une chance pour développer le débat sur l'environnement en faveur de la réalisation du développement durable. Ce guidage est mis en œuvre grâce à des partenariats entre les pays arabes et les diverses organisations des autres pays. Pour générer des opportunités de revenus pour les petits agriculteurs au-delà du tabac, à travers la culture et la manufacturation de Thym et de Soumac, des variétés d'herbes libanaises ont été identifiées, avec la facilitation des capacités locales pour la propagation de la cultivation de ces herbes dans les serres et les cours. Ceci implique que ces herbes eu été, antérieurement, prélevés dans la nature d'une manière ad hoc. Les agriculteurs ont été formés à l'utilisation de l'irrigation de goutte à goutte, des systèmes de culture intercalaire, et du traitement efficace post-récolte. Maintenant, non seulement le gouvernement utilise le guidage de base pour établir des normes nationales pour les variétés de Zaatar libanais, mais, aussi, commence à transférer les enseignements tirés à d'autres pays de la région intéressés à protéger la variété locale de leurs cultures .

Pendant ce temps, le Soudan est en train de faciliter le commerce avec l'Égypte à travers la construction d'une route côtière de 280 km entre les deux pays. Comme dans l'exemple du Koweït , les avantages engendrés par cette initiative dépassent de loin les simples intérêts communs d'investissement, la route étant appelée à jouer un rôle clé dans le développement de la Coopération Sud-Sud en contribuant à la

le Soudan est en train de faciliter le commerce avec l'Égypte à travers la construction d'une route côtière de 280 km entre les deux pays. la route étant appelée à jouer un rôle clé dans le développement de la Coopération Sud-Sud en contribuant à la réduction de la pauvreté, sachons que la mauvaise infrastructure routière représente un obstacle majeur au développement au Soudan.

réduction de la pauvreté, sachons que la mauvaise infrastructure routière représente un obstacle majeur au développement au Soudan. La Banque Centrale du Soudan a également soutenu un récent atelier régional sur les principes fondamentaux de la microfinance islamique pour la réduction de la pauvreté, groupant le Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya et la Somalie. Les meilleures pratiques mettant en relief le modèle soudanais et d'ailleurs dans la région ont également été partagés. En particulier, on s'attend à cet échange de connaissances pour aider la Somalie à institutionnaliser le secteur de la microfinance, et à l'intégrer dans le redressement du pays.

Enfin, le Yémen est un exemple remarquable de l'engagement de la société civile dans la CSS. Les Organisations Yéménites de Société Civile (OSC) ont coopéré avec l'Inde sur une initiative visant à lutter contre la corruption dans 24 districts dans 12 gouvernorats ciblés du pays. Près de 400 journalistes et 600 membres de conseils locaux et de OSCs ont été formés aux techniques de surveillance des ressources publiques et à l'adoption de lois régissant le droit à l'information.

Un accent croissant mis sur les secteurs sociaux et les infrastructures

L'orientation sectorielle de l'aide au développement arabe a changé en réponse à de nouvelles priorités et modalités de financement, de même que l'étendue du ciblage géographique a également élargi. Dans les années 1970 et 1980, les pays arabes et les agences d'aide financière se sont pleinement déployés à développer les infrastructures. ceci reste important, mais du temps que les pays arabes ont souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), une très grande importance commence à être accordée à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté, à la santé, à l'éducation, et la protection sociale. En outre, la portée de la coopération technique dans les domaines de la science et de

Les Organisations Yéménites de Société Civile (OSC) ont coopéré avec l'Inde sur une initiative visant à lutter contre la corruption dans 24 districts dans 12 gouvernorats ciblés du pays.

En termes de types d'aide, environ 90 pour cent de toute la Coopération Sud-Sud au développement intervient- selon le Secrétaire général des Nations Unies - sous forme de financement de projets et d'assistance technique.

la technologie est devenue de plus en plus remarquable.

En termes de types d'aide, environ 90 pour cent de toute la Coopération Sud-Sud au développement intervient- selon le Secrétaire général des Nations Unies[13] - sous forme de financement de projets et d'assistance technique. Ainsi, les pays arabes sont engagés dans la coopération technique à travers la plus grande variété de secteurs susmentionnée, étant donné que cette assistance technique est utilisée, essentiellement, dans la préparation du projet, tout en garantissant une longue série d' engagements relevant dudit projet, répartis sur plusieurs années. Les fournisseurs arabes ont également été notés pour leur générosité quant à la contribution à l'aide humanitaire Sud-Sud. Selon les estimations des Nations Unies, l'Arabie saoudite est devenue le plus grand fournisseur humanitaire[14] du monde, d'autant plus que son aide humanitaire était de 256 millions $ en 2010. En outre, les Émirats Arabes Unis a été devancés, uniquement, par le Luxembourg et la Norvège, avec la plus grande contribution d'aide humanitaire par habitant en 2009, fournissant jusqu'à 121 $ par personne. Pendant ce temps, parmi les 11 pays qui fournissent des totaux d'aide allant de 1 million$ à 25 million $, notons cette année-ci le Qatar (13 millions $), et l'Oman (2 millions $)[15] De plus, les pays arabes sont parmi ceux où les besoins émanant des crises humanitaires demeurent les plus élevés, comme c'est le cas pour lÉtat de Palestine et le Soudan. En avril 2013, le Qatar a fait don de 500 millions$ dans la région du Darfour au Soudan.

La reconstruction post-conflit représente, également, un thème récurrent de la Coopération Bilatérale Arabe. Par exemple, la coopération triangulaire avec le Japon a facilité les soutiens et de l'Égypte, et de la Jordanie, à la reconstruction de l'Irak dans différents domaines tels que, les services médicaux, l'électricité, la gestion des ressources en eau, l'agriculture et la préservation du patrimoine culturel, à la suite de la deuxième operation menée contre ce pays par les États-Unis. L'institut national égyptien d'urbanisme a également aidé à promouvoir la capacité de plus de 250 urbanistes et techniciens en Irak, dans le cadre de la planification de la reconstruction et du développement économique local. Après la guerre entre Israël et le Liban en 2006, des pays et fonds arabes ont verse d'importantes allocation en faveur de la reconstruction du Liban, y compris la subvention de 300,000,000$ garantie par le Fonds koweïtien pour le Développement Économique Arabe pour être utilisée dans la reconstruction de 24 villages, et la construction d'écoles, d'hôpitaux et de centres d'urgence.

1.2.2 Les majeurs collaborateurs multilatéraux et régionaux de la Coopération Sud-Sud

[13] Le Conseil Social et Economique des Nation-Unis(2008), Tendances et progrès de la coopération international au développement, (E/2008/69), p.24, disponible à partir de http://www.unescap.org/pdd/calendar/DCF/SG's%20report%20DCF,%20DCF%202008%20first%20session.pdf
[14] Calculé d'après le produit intérieur brut par habitant.
[15] Initiatives de développement, Rapport de Global Assistance humanitaire 2011, Somerset, Royaume-Uni, 2012.

Les pays arabes ont été parmi les premiers pays en développement à établir des institutions spécialisées pour la coopération avec les pays à faible revenu. En réalité, Les ressources financières de ces institutions soutenant la CSS ont augmenté sensiblement, entre 1990 et 2008, de 4,4% par an.

Les pays arabes ont été parmi les premiers pays en développement à établir des institutions spécialisées pour la coopération avec les pays à faible revenu. En réalité, Les ressources financières de ces institutions soutenant la CSS ont augmenté sensiblement, entre 1990 et 2008, de 4,4% par an. En même temps, l'aide multilatérale représente toujours 13% seulement de la coopération arabe globale, avec une chance considérable d'expansion, étant donné que la norme de l'OCDE pour l'aide multilatérale est de 30% de la coopération[16] De manière significative, plus de la moitié de la coopération entreprise par les institutions multilatérales arabes au cours des dernières années a également été avec les pays non-arabes, en particulier en Afrique sub-saharienne, soulignant, encore un fois, le grand attachement à l'élargssement rapide de l'aide. Néanmoins, les mandats de certaines institutions multilatérales arabes obligent spécifiquement à favoriser le développement économique et social dans les États arabes.

Co-financement, mise en commun des ressources à long terme, coordination efficace

D'urgence, les fournisseurs multilatéraux arabes ont, très tôt, coordonné leurs politiques d'aide et leurs procédures opérationnelles, et ont mis au point un cadre réglementaire standard. Le Groupe de Coordination des Institutions Nationales et Régionales Arabes de Développement facilite le dialogue et la coopération entre les institutions financières spécialisées. Au service de toute une gamme de pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur, les institutions clés du Groupe de Coordination comprennent la Banque Islamique de développement, le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International.[17] La Banque Islamique de Développement, par exemple, met l'accent sur le développement des ressources humaines, notamment par le biais de son Programme de Coopération Technique, et son Programme de Science et de Technologie. Dans les deux cas, il recrute des experts qui peuvent fournir des services consultatifs à des fins de construction des capacités, garantie des stages de formation sur place, qu'ils soient formels ou bien par des visites d'études, de même qu'il organise des ateliers et des séminaires. Tous les pays membres participants ont bénéficié de ces programmes. Pour sa part, Le programme de Coopération Technique avait, à lui seul, formé plus de 15 000 personnes, fourni l'occasion pour plus de 16 200 spécialistes du Sud pour partager leurs connaissances et expériences dans de nombreux forums, et permis la mise à disposition de 500 experts du Sud .

Le co-financement est le principal mécanisme par lequel les agences du Groupe de Coordination exercent leur collaboration, en assurant la structure et la cohérence, et en faisant preuve d'un grand dévouement quant au remplissement de leur mandat de développement.

Parmi les autres fournisseurs arabes affiliés au Groupe de Coordination notons le Fonds Monétaire Arabe, et le Programme du Golfe Arabe pour les Organisations de Développement des Nations Unies qui a un accent plus explicite sur la réduction de la pauvreté et le développement humain durable. À l'exception du Fonds Monétaire Arabe qui garantie le soutien de la balance des paiements et du budget, et de la Banque Islamique de Développement, qui est également très engage au financement du commerce, toutes les autres agences se concentrent, en grande partie, sur les projets d'investissement et le finanement des programmes .

[16] Ibid. Banque mondiale
[17] La Banque islamique de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international ne sont pas exclusivement financées par l'arabe.

Le co-financement est le principal mécanisme par lequel les agences du Groupe de Coordination exercent leur collaboration, en assurant la structure et la cohérence, et en faisant preuve d'un grand dévouement quant au remplissement de leur mandat de développement. L'efficacité de la coordination de l'aide a réussi à mobiliser le financement nécessaire pour plusieurs grands projets d'infrastructure, y compris les barrages en Algérie et au Soudan, le transfert d'eau au Liban, la production d'électricité en Égypte, et le développement social au Yémen. En 2008 , les organisations du Groupe de Coordination, à l'exception du Programme du Golfe Arabe pour les Organisations de Développement des Nations Unies, ont engagés dans 184 projets de CSS 5,5milliards de dollars, et avec l'avènement de la fin de cette même année, ils ont signalé des contributions cumulées de 90,5 milliards de dollars depuis leurs dates de fondation respectives[18] En insistant sur les infrastructures, les institutions financières arabes ont, notamment, encouragé l'intégration économique régionale, tout en élargissant les marchés nationaux, et en assurant une utilisation plus efficace des ressources disponibles par le biais de projets tels que le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social de l'interconnexion des réseaux électriques arabes, et l'appui de la Banque Islamique de Développement aux routes trans-sahariennes et Trans-Saheliennes. Il est à constater que le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, le Fonds koweïtien pour le Développement Économique Arabe, et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International ont, tous, développé d'importants portefeuilles dans le secteur crucial de l'agriculture considéré comme clé et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

La Coopération avec d'autres pays arabes a également eu lieu à travers la mise en commun des ressources pour le développement. Ceci est bien illustré par le rôle joué par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG, comprenant le Bahreïn, le Koweït, l'Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) via son fonds de Stabilisation pour les Économies en difficulté telles que le Yémen. C'est ainsi que l'Arabie saoudite s'est engagé, en 2009,[19] à allouer 1,25 milliards $ grâce à ce fonds. En 2011, le CCG a fourni quelque 27 millions $, sous forme de subventions, visant à aider l'Égypte et la Tunisie lors des événements du Printemps Arabe, sans négliger, encore, les contributions affectées pour l'évacuation de milliers de personnes suspendues aux frontière. De même, il a lancé nombre de négociations commerciales avec les communautés régionaux et sous-régionaux de pays en développement, tout en favorisant le développement humain par l'augmentation de la croissance économique, de l'emploi, et de la productivité; ce qui est cristalisé par l'important accord de libre-échange conclu avec le MERCOSUR (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela (République bolivarienne de). Enfin, il a fondé l'Organisation du Golf pour les conseils industriels, et a créé un portail humanitaire arabe dans le but de faciliter le partage d'informations à l'échelle régionale.

Parmi les autres institutions multilatérales notoires qui éprouvent une importance à la CSS arabe,

[18] Debra L. Suse et Christopher Marcoux, «La montée et le déclin? de l'aide arabe: Générosité et répartition dans l'ère du pétrole, "développement dans le monde, 39 (11): 1969-1980, Novembre 2011.

[19] Kristian Coates Ulrichsen, "la coopération Sud-Sud et l'évolution du rôle des États du Golfe," Austral: Journal brésilien de la stratégie et des relations internationales, 1 (1): 103-123, Janvier-Juin 2012.

citons la Ligue des États Arabes, qui a propulsé le dialogue politique de la CSS entre les pays arabes à travers l'organisation de Sommets Arabes annuels. La Ligue Arabe a également contribué à fonder le Sommet des Pays Arabes et Sud-Américains, et a accueilli le Sommet les pays du Sommet Afro-Arabe. Il propose, en outre, des Plans-cadre intra-régionaux de CSS, par l'intermédiaire d'institutions telles que la Ligue Arabe pour l'Éducation , l'Organisation de la Culture et des Science, et le Conseil de l'Unité Économique Arabe . Pour les autres régions, le Fonds Arabe d'Assistance Technique aux pays africains est particulièrement active. le VIH, le SIDA, ainsi que les questions de migration ont tellement préoccupé nombre de pays, y compris parmi les membres de la Ligue arabe . Les États membres ont appuyé l'Initiative Arabe pour le SIDA, et ont convenu d'élaborer une stratégie arabe unifiée pour le SIDA. De même, les membres de la Ligue arabe ont encourage les activités arabes conjointes dans le domaine de la migration de main-d'œuvre (lÉgypte, la Libye et la Tunisie), tout en élaborant une stratégie arabe unifiée pour la migration.

L'Organisation de la coopération islamique (l'ancienne Organisation de la Conférence Islamique) (OCI) est également un fournisseur multilateral pivot, à l'instar de l'Union Africaine à travers le NEPAD. Ce dernier a joué un rôle de premier plan dans l'adoption d'une position commune et consensuelle sur la politique d'aide. Cette position commune a reconnu que la recherche et l'innovation, les arrangements institutionnels stratégiquement conçu, et les connaissances et les plateformes d'apprentissage, devront, tous, être renforcés pour aider à élargir les perspectives de la politique de Coopération Sud-Sud.[20] Ce consensus africain renferme l'Algérie, le Djibouti, l'Égypte, la Libye, le Soudan et la Tunisie. Enfin, quant aux importantes Organisations multilatérales internationals qui soutiennent la CSS, elles comprennent les Organismes des Nations Unies; la Commission Économique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO), et la Banque Mondiale (voir également le paragraphe ci-dessous).

Les organisations multilatérales sont particulièrement bien placées pour faciliter le jumelage Nord-Sud, pour améliorer les capacités des partenaires Sud-Sud, pour permettre l'émergence de bonnes pratiques à travers la documentation et l'apprentissage, et pour assurer une communication et une collaboration accrues.

Les Organisations Multilatérales comme Matchmakers potentiels: la Banque Islamique de Développement, le système des Nations Unies, et autres

Les organisations multilatérales sont particulièrement bien placées pour faciliter le jumelage Nord-Sud, pour améliorer les capacités des partenaires Sud-Sud, pour permettre l'émergence de bonnes pratiques à travers la documentation et l'apprentissage, et pour assurer une communication et une collaboration accrues.
Dans l'ensemble, le mécanisme de la coopération triangulaire, en particulier, a été identifié comme étant utile pour renforcer tous les cadres[21] politiques et institutionnels de la CSS.

Un exemple de Matchmaking d'une nouveauté particulière est offert par la Banque Islamique de Développement, qui s'active pour faciliter et assurer un agencement unique, d'intérêt mutual, qui veille à ce que les pays membres, eux-mêmes, soient les principaux agents directs dans la fourniture d'expertises, de connaissances, d'histoires de réussites, de meilleures pratiques et de plusieurs autres services spécialisés, afin de remédier aux contraintes spécifiques de développement, ou d'exploiter des opportunités uniques dans d'autres pays membres.

Étant la seule banque multilatérale de développement, dont les membres proviennent entièrement

[20] Union africaine / Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, Consensus africain et de la position sur l'efficacité du développement, présenté à la quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, République de Corée, Novembre 2011
[21] Ibid . Banque mondiale

du Sud, la Banque Islamique de Développement a été, pour logtemps, le champion et le promoteur de l'approche de développement Sud-Sud, en plus de son rôle dans le financement de projets et de commerce, comme expression concrète de l'unité et de la solidarité entre ses pays membres. Outre ses nombreux programmes phares sur le renforcement des agencements de partenariat entre membres, la Banque a récemment introduit cette innovation de "partenariats à flux inversés" dane le but d'impulser les activités de coopération à de très haux niveaux, soit à travers ses plans d'affaire de moyen terme, soit à travers les stratégies de partenariat. Les partenariats à flux inversés sont conçue pour renforcer le développement des capacités et les agencements de jumelage, faciliter les investissements transfrontaliers, promouvoir la coopération régionale, ainsi que pour mobiliser des ressources et d' autres initiatives partageables; le tout devrait contribuer à accélérer le processus de développement des pays membres. Les pays fournisseurs peuvent non seulement développer les partenariats entre les pays, mais aussi élargir leur visibilité en tant que participants émergents de Coopération Sud-Sud, tout en saisissant les grandes opportunités de commerce, d'accès aux marchés et les coentreprises (ou joint ventures). Les pays bénéficiaires peuvent acquérir une expertise peu coûteuse dans divers domaines, et recevoir la technologie testée et adaptée, tout en bénéficiant de la similitude des conditions sociales et culturelles pour pouvoir trouver les solutions les plus appropriées aux problèmes de développement, et en consolidant leur pouvoir d'intégration régionale.

Étant la seule banque multilatérale de développement, dont les membres proviennent entièrement du Sud, la Banque Islamique de Développement a été, pour logtemps, le champion et le promoteur de l'approche de développement Sud-Sud, en plus de son rôle dans le financement de projets et de commerce, comme expression concrète de l'unité et de la solidarité entre ses pays membres.

Enfin, pour sa part, la Banque Islamique de Développement, proactive dans son fonctionnement, joue le rôle de catalyseur, ce qui approfondit son orientation Sud-Sud traditionnelle. Cela l'aidera à réaliser son mandat de base, à accroître l'efficacité et l'impact du développement, et à assurer un appui souple et continu pour les opérations de"partenariats à flux inversés". Une telle initiative reconnaît que tous les pays membres, y compris les PMA comme le Bangladesh, ont une expertise à partager dans un ou plusieurs domaine. Par exemple, la Banque Islamique de Développement a récemment facilité le transfert d'expertise et de connaissances du Comité du Progrès Rural au Bangladesh, l'éminente Organisation œuvrant à réduir de la pauvreté au Bangladesh, vers la Banque de "Al-Usra" considérée comme la première banque de microfinance au Soudan. Ledit Comité a contribué à la mise en place des systèmes de la Banque de "Al-Usra", et à la formation de ses personnels en microfinance; et maintenant, Al-Usra est devenue en mesure d'assister à la mise en œuvre de projets réussis de microfinance à travers le Soudan, avec la possibilité d'étendre son expertise à d'autres pays membres de la Banque Islamique de Développement.

Le Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, préparé en 2012, est un plan-cadre typique et important pour l'intégration de la CSS dans l'appui au développement dans la région. Lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la Coopération Sud-Sud, tenue en 2009, à Nairobi, les participants ont fait appel, en particulier, au système des Nations Unies pour aider les pays en développement à établir ou à renforcer les centres d'excellence Sud-Sud [22]

Dans la région arabe, le système des Nations Unies s'est, déjà, engagé à intégrer des approches

[22] Comité de haut niveau sur la coopération Sud -Sud (2012), Note du Secrétaire général sur le cadre de directives opérationnelles relatives à l'appui des Nations Unies à la coopération triangulaire Sud-Sud et (SSC/17/3). disponible à partir du http://ssc.undp.org/content/dam/ssc/documents/HLC%20Reports/Framework%20of%20Operational%20Guidelines_all%20languages/SSC%2017_3E.pdf,.

Sud-Sud dans les plans et les programmes nationaux et régionaux du développement, en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Il a également aidé l'Arabie saoudite à devenir un des cinq pays partout dans le monde à arriver à un résultat spécifique, au niveau des pays, en ce qui concerne le plan de moyen terme de la Coopération Sud-Sud entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies. En tirant parti de leur portée global et de leurs capacités politiques et / ou institutionnels, ainsi que de leurs réseaux de bureaux de pays, de nombreux organismes des Nations Unies accordent une attention particulière au renforcement de leurs propres capacités de recherche et de surveillance de la CSS, au soutien du dialogue politique Sud-Sud et des systèmes unifiés de meilleures pratiques; à la mobilisation des connaissances pour l'apprentissage mutuel, surtout à travers la construction de plates-formes basées sur le Web; et aux innovations visant l'intensification de l'impact et du guidage des centres d'excellence requis.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud(UNOSSC), organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sert de secrétariat technique pour le Comité de haut niveau sur la Coopération Sud-Sud, principal organe de décision de la CSS dans le système des Nations Unies.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud(UNOSSC), organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sert de secrétariat technique pour le Comité de haut niveau sur la Coopération Sud-Sud, principal organe de décision de la CSS dans le système des Nations Unies. Dans l'exercice de ses rôles mandatés en tant qu'avocat, coordinateur et facilitateur mondial du système Sud-Sud des Nations Unies, il fournit des conseils stratégiques et un soutien technique sur les points focaux nationaux Sud-Sud aux États membres, aux organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies, aux commissions regionales, ainsi qu'aux équipes de pays des Nations Unies et aux bureaux de pays du PNUD; et ce, dans le but d'intégrer l'application des approaches de coopération tant Sud-Sud que triangulaire dans l'ensemble des activités opérationnelles relatives au développement. UNOSSC organise des événements tels que l'Expo Mondiale annuelle du Development Sud-Sud pour mettre en valeur les solutions prouvées pour le développement Sud-Sud, et pour promouvoir le dialogue entre les praticiens de la coopération Sud-Sud et ceux de la Coopération triangulaire. De même, ledit bureau gère le Fonds des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud grâce auquel l'Algérie et l'Égypte, par exemple, ont fourni des ressources pour les pays sinistrés par le tsunami. Le Bureau régional pour les États arabes du UNOSSC, par l'intermédiaire du Centre régional du PNUD au Caire, se prépare à offrir un certain nombre de services importants comme l'Académie régionale de Développement Sud-Sud, comprenant des modules d'auto-apprentissage, des listes d'experts, ainsi qu'une documentation des solutions, l' Expo Régionale sur le Développement Sud-Sud pour le dialogue politique et du "matchmaking"de l'offre et de la demande, en plus d'une échange régionale Sud-Sud d'actifs et de technologie, et une facilité régionale de partenariats Sud-Sud.

Le Bureau régional pour les États arabes du UNOSSC, par l'intermédiaire du Centre régional du PNUD au Caire, se prépare à offrir un certain nombre de services importants comme l'Académie régionale de Développement Sud-Sud, comprenant des modules d'auto-apprentissage, des listes d'experts, ainsi qu'une documentation des solutions, l' Expo Régionale sur le Développement Sud-Sud pour le dialogue politique et du "matchmaking"de l'offre et de la demande, en plus d'une échange régionale Sud-Sud d'actifs et de technologie, et une facilité régionale de partenariats Sud-Sud.

Étant un Plan- cadre régional des Nations Unies élaboré en faveur de la CSS, la CESAO met l'accent sur la science, la technologie et l'innovation par le biais du

Centre de technologie de la CESAO, instauré en Jordanie en 2010. Préoccupé par l'industrie de la construction, les technologies industrielles, l'énergie, les TIC, l'agriculture et l'eau, ce centre vise spécifiquement à aider les pays arabes à atteindre une parité technologique avec d'autres pays et régions. Le CCG, quant à lui, a fondé un certain nombre d'organisations économiques régionales, comme indiqué à la section 1.2.2, tandis que le G-77 propose le Fonds spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud comme une ressource importante. Le Centre du commerce international, géré conjointement par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et l'Organisation Mondiale du Commerce, gère un certain nombre de programmes visant à renforcer la capacité arabe pour le commerce.

Un autre instrument financier principal de CSS est l'Installation d'Échange d'Expérience Sud-sud de la Banque Mondiale, qui fonctionne comme un mécanisme de financement(consolidation) flexible pour faciliter le partage de connaissance et les innovations de pays en voie de développement. L'Équipe de Tâche sur la CSS, une plate-forme partagée par des membres d'OCDE et des pays partenaires, joue de même un rôle important en se concentrant sur la documentation, l'analyse et la discussion des pratiques de CSS. Finalement, le Mécanisme africain pair d'Examen, développé dans le cadre du NEPAD, est un exemple unique d'auto-contrôle et de collaboration aux échanges à travers des pays sur la bonne gouvernance du processus de développement. Il comprend environ 30 pays, y compris l'Algérie, Djibouti, l'Égypte et le Soudan.

1.3 Forces et défis clés

certaines parties du système arabe de CSS, telles que les cadres institutionnels officiels, demeurent sous-développés, d'autres peuvent être très complexes mais ad-hoc.

Pour que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire aient l'effet désiré, il faut, dans tout le système, améliorer l'ensemble des cadres de politique, de la gouvernance, de la coordination, des structures, des mécanismes et des ressources[23] affectées. Alors que certaines parties du système arabe de CSS, telles que les cadres institutionnels officiels, demeurent sous-développés, d'autres peuvent être très complexes mais ad-hoc. Par exemple, de nombreux mécanismes institutionnels existent pour fournir une aide humanitaire arabe. En harmonie avec le document final de Nairobi, cinq instruments clés ont joué des rôles de plus en plus croissants dans les contributions des pays arabes à la CSS, constituant des piliers forts et faisant de nombre d'États arabes des modèles à suivre pour d'autres pays du Sud.

Premièrement, l'aide financière arabe est remarquable pour son partenariat avec les pays bénéficiaires; ce qui signifie, en pratique, que les conditions politiques contraignantes ne sont pas du tout attachées aux prêts accordés. Les ressources financières arabes sont souvent orientées vers les priorités définies par les autorités nationales des pays bénéficiaires. Le système des concessions peut également varier, même au sein des agences, comme c'est le cas, par exemple, pour le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social qui impose des taux d'intérêt d'autant plus élevés sur les pays les plus développés (Égypte, 4,5 pour cent) que sur ceux moins développés (Libye, Soudan, 3 pour cent).[24]

Deuxièmement, une coordination précoce et efficace avait commencé à façonner une architecture retentissante de CSS spéciale pour les pays arabes. Cela a permis aux pays et institutions arabes de capitaliser les synergies entre la coopération Sud-Sud au développement et l'efficacité du développement en général.

[23] Ibid. Comité de haut niveau sur la coopération Sud-Sud (2012).
[24] Espen Villanger, aide Arab Foreign: Patterns décaissements, les politiques et les Motifs aide, Chr. Michelsen Institute (CMI) Rapport (R2007 : 2), Bergen, Norvège, 2007. Disponible à partir du http://www.cmi.no/publications/file/2615-arab-foreign-aid-disbursement-patterns.pdf .

Troisièmement, les fournisseurs arabes ont tenu, tous, à mettre en relief le rôle grandissant du secteur privé dans la CSS. Le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social, la Banque Islamique de Développement et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International ont tous mis en place des facilités pour fournir des prêts, et offrir des investissements et des assistances techniques, à titres égaux, à certaines entreprises privées sélectionnées de divers domains, tels que l'agro-alimentaire, la manufacture, l'infrastructure, l'exploitation minière et le tourisme. Ceux sont ces activités là qui absorbent, souvent, une part substantielle du financement total du projet, mais la preuve indique que les investissements du secteur privé varient selon les secteurs, comme les télécommunications dominées par des flux d'entreprises privées contrairement au secteur du transport, ou de l'énergie.

Quatrièmement, le développement des capacités doit, à lui-même, être considérée comme un facteur de base. Dans le document final de Nairobi, la proximité de l'expérience est reconnue comme un catalyseur clé dans la promotion du développement des capacités des pays en voie de développement, valorisant, ainsi, les principes de la CSS. Par exemple, un des traits caractéristiques de l'assistance technique arabe est l'accent mis sur la participation des conseillers techniques des pays en développement, et sur les institutions de Matchmaking entre les pays.

Cinquièmement, l'intégration de la Coopération Sud-Sud fait, de plus en plus, preuve de conformité avec les priorités et les tendances nationales de développement. Et c'est par là que l'appui du système des Nations Unies, par le biais de l'UNOSSC, peut être particulièrement favorable (voir paragraphe 1.2.2).

trois défis majeurs se présentent: (a) le renforcement des capacités nationales pertinentes, en plus des politiques et des mécanismes de coordination; (b) l'assurance d'un suivi et d'une évaluation adéquats, ce qui permet d'accroître la transparence et la responsabilité de comptes, complétée par des données globales et accessibles sur la CSS dans la région, et (c) l'assurance de financement suffisant pour la CSS, ainsi que les autres ressources requises pour la mise en œuvre des transferts Sud-Sud.

Trois défis majeurs: les capacités nationales, une coordination meilleure et advantage de transparence , et un financement suffisant:

De toute évidence, les mécanismes de la CSS n'ont jamais été plus pertinents pour les États arabes qu'ils ne le sont aujourd'hui. Comme les opportunités saisies dependent, toujours, du progrès réalisé par plusieurs facteurs, trois défis majeurs se présentent: (a) le renforcement des capacités nationales pertinentes, en plus des politiques et des mécanismes de coordination; (b) l'assurance d'un suivi et d'une évaluation adéquats, ce qui permet d'accroître la transparence et la responsabilité de comptes, complétée par des données globales et accessibles sur la CSS dans la région, et (c) l'assurance de financement suffisant pour la CSS, ainsi que les autres ressources requises pour la mise en œuvre des transferts Sud-Sud. Le fait de pouvoir relever tous ces défis peut aider les pays arabes à réaliser leur vision pour le développement humain durable.

Concernant le développement des capacités, des réunions tant au niveau régional que sous- régional et bilatéral offrent d'importantes opportunités pour faire coïncider l'offre et de la demande de la CSS. Pourtant, alors que la coordination est bien établie au niveau régional entre les institutions multilatérales par le biais du Groupe de coordination, quelques pays arabes isolés semblent avoir une politique nationale globale sur la CSS (laTunisie étant une exception), d'autres ont des strategies pour la CSS tournées vers

un pays ou une cause spécifiques visant principalement le moyen terme. Faute de plateforme central de Matchmaking, les pays ont tendance à utiliser une gamme d'instruments pour offrir et demander les connaissances et l'expertise chez leurs pairs, telles que les relations politiques, les outils thématiques (ateliers/conférences), les arrangements institutionnels et les réseaux multilatéraux. Les Organisations de promotion de la coopération triangulaire, y compris des pays donateurs traditionnels, ont également élaborer des cadres politiques et institutionnels pour guider ces efforts. Cependant, le développement de mécanismes de coordination au niveau national sur la coopération triangulaire et Sud-Sud peut assurer une plus grande synergie, et une mobilisation des ressources et des conseils politiques pour tous les pays (voir également la section 3).

Ainsi, à ce stade, de nombreux pays de la région arabe n'ont pas encore la capacité de répondre à un certain nombre de défis de CSS, comme, par exemple, celui concernant le transfert de connaissances. Par conséquent, il existe un besoin d'aide supplémentaire pour permettre la création de liens entre les pays. La capacité limitée dans l'articulation ou l'évaluation des besoins, ainsi que dans l'élaboration de programmes et de projets spécifiques, impose notamment des contraintes sur l'utilisation d'approches axées sur la demande. Parmi les autres obstacles figurent l'insuffisance d' informations disponibles sur la proportionnalité des besoins, et la nécessité d'une participation plus large de la part des pays bénéficiaires dans les programmes et les projets de développement.

de nombreux pays de la région arabe n'ont pas encore la capacité de répondre à un certain nombre de défis de CSS, comme, par exemple, celui concernant le transfert de connaissances.

Le renforcement des capacités nationales et régionales, tout en soutenant l'exploitation des avantages comparatifs, peut également aboutir à la formulation de politiques nationales globales et de changement institutionnel, ce qui, à son tour, peut renforcer les capacités pour traiter les questions d'équité et de durabilité. En général, les pays arabes et les organisations d'assistance financière peuvent rendre plus efficace la grande portée de leur développement et de leurs contributions humanitaires, grâce à une infrastructure institutionnelle renforcée, à un personnel qualifié, et à d'autant de resources plus efficientes et de solutions recherchées à l'échelle nationale Sudiste.

Certains pays, dont le Qatar et les Émirats arabes unis, se sont récemment lancés dans ce sens en assurant à leurs personnels une formation complète en compétences requises au niveau international, y compris la gestion des crises et des catastrophes.

Les mécanismes opérationnels, la collecte systématique et la compilation d'informations sur la CSS, ainsi que la communication de ces informations au public restent encore limités dans plusieurs pays. C'est pour cela que la double analyse, de l'aide arabe et du maximum de données statistiques largement disponibles, sera essential d'autant plus que l'influence des fournisseurs arabes continue à se développer. L'accès en temps réel aux informations liées à la Coopération Sud-Sud pourrait, par exemple, assurer toute une gamme d'informations pertinentes et "proportionnées", ainsi que de services de cartographie (voir également la section 3). De façon générale, le renforcement des systèmes de collecte et de communication des informations relatives à la CSS pourrait garantir la pertinence et la bonne qualité des données et de la documentation en fonction desquelles la coopération pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté. Bien que les fournisseurs multilatéraux arabes tiennent, en général, à bien documenter leurs activités, les fournisseurs bilatéraux, eux, exigent un appui encore plus fort. En particulier, peu d'informations ont été disponibles sur les procédures de suivi et d'évaluation adoptées par les fournisseurs du Sud, y compris des fournisseurs arabes. À cet égard, le renforcement des mécanismes, en plus de l'accès en temps réel précité , peuvent aider à faire en sorte que les résultats des programmes et projets soient d'autant plus concrètes au niveau des rendements

et d'impact. La Tunisie, avec son système bien structuré sous l'égide de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique, donne l'exemple de surveillance et d'évaluation systématiques aussi bien que d' indicateurs vérifiables pour bien ménager les résultats.

En outre, étant donné le rapport coût-efficacité de la CSS, il est de plus en plus urgent de pouvoir compter sur un financement fiable pour une telle coopération. Aucun document ou base de données n'est encore élaboré pour les sources et/ou les fonds de CSS dans la région; par conséquent, la mise à jour des informations disponibles sur les sources de financement seront nécessaires. Ce qui pourrait avoir lieu par la création d'un centre d'échanges échelonnées de solutions, de technologies, et d'expertise Sud-Sud, capable de combler les lacunes financières si ces dernières, le cas échéant, ne peuvent être traitées autrement.

1.4 Mouvement en avant: grandes opportunités de collaboration

Le rééquilibrage mondial étalé au début de ce document a des implications profondes pour l'avenir de la coopération Sud-Sud, et même pour les pays arabes. Les décideurs politiques arabes, en soutenant la promotion de ce mélange pragmatique composé de l'orientation formelle de l'État et de l'initiative privée, jouissent d'un nombre d'opportunités clés pour s'engager plus profondément avec des types de gouvernances mondiaux très variés vu lévolution rélle et effective subi par ce système international multipolaire. Montrant que la crise peut aussi être vu comme une opportunité, le Printemps Arabe a, notamment, ouvert un créneau pour permettre aux différents pouvoirs dans la région de revoir et de hiérarchiser leurs priorités pour les dépenses publiques, y compris sur dans la CSS. Entre temps, les donateurs occidentaux traditionnels peuvent s'inspirer de la méthode avec laquelle les fournisseurs arabes de coopération ont pu ménager des partenariats horizontaux réussis.

Un certain nombre de points d'entrée pour une plus grande collaboration sont en train d'émerger. En particulier, une façon à fort potentiel de développement intra-régional est l'utilisation du commerce et de l'investissement pour favoriser le développement dans d'autres pays arabes candidats à l'assistance [25]Il existe également des exemples remarquables d'engagement accru de la part des fournisseurs arabes à l'architecture globale du développement. Par exemple, en 2010, les Emirats Arabes Unis, à travers son nouveau Bureau de la coordination de l'aide étrangère, a rapporté, pour la première fois, son Aide Publique au Développement (APD) à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), devenant, ainsi, le premier Comité d'Aide au Développement (CAD) non-membre de l'OCDE à faire appel au système du CAD d'une telle manière détaillée. Cela peut être complétée par l'harmonisation croissante des fournisseurs arabes par le biais du cofinancement et de la mise en commun des fonds. En plus des efforts que les pays de la région arabe peuvent déployer en comptant sur leurs propres ressources pour financer la CSS, il existe des possibilités de scénarios régionaux et multilatéraux pour avoir accès à ces ressources supplémentaires.

Les pistes d'une fructueuse CSS peuvent inclure, également, le rapport sécurité alimentaire/ énergie, annexé de recherches supplémentaires sur les énergies renouvelables. Étant un domaine prometteur de collaboration, la coopération technologique peut accroître la productivité tout en contribuant à la croissance économique

Comme les pays qui constituent une priorité pour de nombreux fournisseurs arabes de coopération tendent à converger, ce chevauchement peut, également, faire découvrir de nouveaux domaines où le renforcement des relations interrégionales et l'apprentissage mutuel peuvent être construits. Les pistes d'une fructueuse CSS peuvent inclure, également, le rapport sécurité alimentaire/

[25] Centre du commerce international, de la Ligue de l'intégration régionale des Etats arabes : opportunités pour le commerce et l'emploi, Genève, 2012.

énergie, annexé de recherches supplémentaires sur les énergies renouvelables. Étant un domaine prometteur de collaboration, la coopération technologique peut accroître la productivité tout en contribuant à la croissance économique, sauf qu'il exige des ressources colossales pour la recherche et le développement. Une occasion se présente aussi pour l'expansion de l'aide arabe multilatéral, comme indiqué à la section 1.2.2. En comptant sur leurs propres capitaux et réserves, les organismes financiers arabes ont la capacité d'augmenter leurs prêts; alors qu'en 2008, le total des ressources (capital versé et réserves) mis à leur disposition sont élevées à 56 milliards de dollars, tandis que les prêts de long-terme se fixent à 33 milliards de dollars. Cette forte capitalisation a également été associé à la prudence financière des institutions arabes.

Tous ces facteurs peuvent contribuer à conférer davantage de dynamisme à la CSS aux niveaux, national et interrégional au sein de la région arabe, lui permettant de réaliser son potentiel. Désormais, dans la section 2, nous nous tournons vers le positionnement et l'influence croissante des États arabes dans la Coopération interrégionale Sud-Sud.

2. Tendances, bonnes pratiques, et opportunités prometteuses de Coopération interrégionale arabe

2.1 L'élargissement de la coopération arabe avec d'autres régions pour le développement, du commerce et des finances, des ressources naturelles et de la Culture

À nos jours,la Coopération Sud-Sud n'est plus une option mais un impératif, à tel point qu'il appartient à tous les pays en développement de relever leurs défis communs. l'implication profonde et significative des pays arabes dans la CSS, appuyé par un riche réservoir de connaissances, accélère la promotion de cet instrument clé de transformation, et enrichi un modèle de collaboration piloté par le gouvernement, reposé sur sur une base élargie, comprenant le secteur privé, les établissements d'enseignement et de recherche, et les OSCs. En étant à la fois fournisseurs et bénéficiaires de la coopération interrégionale, les pays arabes assurent leur propre entraide ainsi que l'aide à plusieurs autres régions pour émerger sur la scène mondiale grâce à la coopération qui est rayonnante pour les questions interrégionales et mondiales d'intérêt commun. Bien que la coopération économique reste solidement à l'avant-garde, d'autres formes de Coopération Sud-Sud, comme la CSS pour le développement, sont en progrès continu.

À nos jours,la Coopération Sud-Sud n'est plus une option mais un imperatif, à tel point qu'il appartient à tous les pays en développement de relever leurs défis communs.

2.2 Mise de l' Afrique au Centre

L'Afrique a une longue histoire d'interaction avec le monde arabe, mais un cadre formel n'a fait son apparition qu'en mars 1977, lorsque les chefs d'État et de gouvernement africains et arabes ont tenu leur premier Sommet afin de définir les principes et les actions collectives nécessaires pour mieux renforcer les liens.

L'Afrique sub-saharienne connait une émergence rapide en tant que grand marché avec de vastes ressources naturelles inexploitées. Ce nouveau profil a renforcé l'intérêt pour le continent dans le monde entier, y compris des fournisseurs arabes de coopération. À vra dire, le monde africain éprouve un grand besoin de capitaux extérieurs, de technologie, et de compétences techniques , tandis que les partenaires du Sud, comme les fournisseurs arabes ont besoin , non seulement, de ressources naturelles, mais aussi de marchés, de compétences africaines, et de davantage de soutient dans nombre de questions mondiales; et c'est là où l'Afrique a beaucoup à offrir. En plus de la coopération au développement, le commerce et les investissements, surtout au niveau bilatéral, ont servi d'objectif prioritaire. C'est vrai que Le transfert de connaissances et le développement des capacités commencent à avancer, mais il reste encore beaucoup à savoir pour bien assimiler ce transfert sous toutes ses formes de façon à ce que ce dernier- selon le degré d'assimilation- devient en mesure de contribuer aux besoins prioritaires.

L'Afrique a une longue histoire d'interaction avec le monde arabe, mais un cadre formel n'a fait son apparition qu'en mars 1977, lorsque les chefs d'État et de gouvernement africains et arabes ont tenu leur premier Sommet afin de définir les principes et les actions collectives nécessaires pour mieux renforcer les liens. Lors du deuxième Sommet afro-arabe, tenu en 2010, les dirigeants des deux groups se sont mis d'accord sur la collaboration dans maintes questions relevant de la politique, de la diplomatie, de l'économie, des finances, de l'éducation, de la culture, de la science et la technologie, de l'information et du commerce. Ils ont également créé une variété de structures et d'institutions pour soutenir leur relation mutuelle, à savoir le Conseil Ministériel Conjoint, le Comité Permanent de la Coopération Afro-Arabe, la Cour Spéciale pour la Commission de Conciliation et d'Arbitrage. Maintenant, des Expositions afro-arabes de commerce se tiennent régulièrement, de même qu'un Institut Culturel Afro-Arabe a été créé au Mali.

Les pays du Golfe, en particulier, ont intensifié leurs efforts collectifs visant à renforcer la coopération politique et économique avec l'Afrique. En 2009, le Centre de Recherche du Golfe a organisé le premier Forum Stratégique du Golfe et de l'Afrique, fournissant,

ainsi, une occasion pour les gouvernements, les universitaires et le secteur privé pour discuter de la coopération entre les États du Golfe et de l'Afrique, et proposer des recommandations sur la façon de renforcer le partenariat.

Soutien clé via les Communautés Économiques et les Agences Nationales de Développement

Certains fournisseurs arabes en Afrique du Nord sont des membres importants de l'un des 14 grands Communautés Économiques africains, qui sont de précieux conducteurs de la promotion de la CSS, y compris la coopération Sud-Sud pour le développement. L'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont tous membres de l'Union du Maghreb Arabe(une zone de libre-échange); de même, le Djibouti, l'Égypte et le Soudan font partie du Marché Commun pour l'Est et l'Ouest Africains. Ces trois derniers pays, avec la Libye et le Maroc, sont également membres de la Communauté des États Sahélo-Sahariens(CEN-SAD); tandis que Djibouti et le Soudan font partie de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement du Processus Consultatif Régional sur la Migration. Pour sa part, le NEPAD assure, également, le fournissement en quantités considérables de biens publics régionaux essentiels (transports, énergie, eau, TIC, services environnementaux et sanitaires, en plus q'une capacité de recherche régionale).

La participation accrue des Agences de Développement- telles que la Banque Islamique de Développement, le Fonds koweïtien pour le Développement Économique Arabe, le Fonds de l'OPEP pour le Développement International, et le Fonds Social pour le Développement- a été une partie intégrante de la CSS interrégionale, en particulier dans le soutien de la capacité régionale, dans le renforcement des efforts et des partenariats public-privé au niveau interrégional et régional. Par exemple, le Fonds de l'OPEP pour le Développement International a soutenu un grand nombre de projets dans le secteur de la santé en Afrique, comme le VIH-SIDA et le cancer- et a rénové les systèmes municipaux et les installations d'eau vieillissants des districts . De même, il a contribué à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, ainsi qu'au renforcement de la gestion d'écoles dans les zones particulièrement défavorisées. En outre, tous les États arabes sont membres du Fonds Arabe pour l'Assistance Technique aux Pays Africains, basé au Caire, qui a été créé par la Ligue des États arabes. Ce Fonds ne fournit pas d'aides financières directes aux projets, mais il assure le financement et la coordination des études d'assistance technique, tout en aidant au développement des ressources humaines en Afrique.

Fréquemment, la CSS pourrait être concrétisée par le biais de fonds spéciaux- comme celui créé par les pays islamiques pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Niger après l'invasion acridienne de 2004 (voir également la section1). Qatar, à lui seul, a apporté 91 millions de dollars pour la création du fonds, tandis que des contributions supplémentaires sont venues, entre autres, de la Libye.

Fondamentalement, les pays africains ont conclu d'avantage d'accords bilatéraux commerciales et d'investissement, dont plusieurs avec d'autres États africains, ce qui constitue une part importante de la CSS à ce stade. En général, les évolutions que connait le paysage financier des pays africains et arabes montre que cette région a le potentiel de promouvoir la stabilité et la flexibilité financières, et de soutenir le développement des capacités productives à long terme, d'avancer des objectifs compatibles avec le développement humain, et d'élargir le champ politique national. L'intégration intra-régionale et interrégionale ont contribué à protéger les économies contre les chocs mondiaux, alors que d'autres produits ont été adaptés et innovés en faveur des acheteurs locaux, ce qui a augmenté le pouvoir d'achat des consommateurs, même ceux à faibles revenus. Ceci encourage, à son tour, l'entrepreneuriat, l'éducation, la formation des compétences, et la mise à niveau de la technologie.

En général, les évolutions que connait le paysage financier des pays africains et arabes montre que cette région a le potentiel de promouvoir la stabilité et la flexibilité financières, et de soutenir le développement des capacités productives à long terme, d'avancer des objectifs compatibles avec le développement humain, et d'élargir le champ politique national.

Des pays tels que le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes unis ont, considérablement, augmenté leur part du commerce africain, tout en augmentant la compétitivité des producteurs tournés vers l'exportation, à tel point que les deux derniers pays ont figuré parmi les 20 plus grantdes partenaires commerciaux de l'Afrique en 2008. Tous, ont beaucoup, y investi, à travers des flux officiels vers les secteurs des transports, des télécommunications, de l'énergie, de l'industrie et de l'eau, qui offrent tous des avantages essentiels de développement pour les pays bénéficiaires. Les États du Golfe investissent aussi massivement dans l'agriculture africaine, au Soudan, à l'Ethiopie, au Kenya et à la République-Unie de Tanzanie- pour leur assurer la sécurité alimentaire nationale. En même temps, les Émirats Arabes unis, par exemple, est devenu un des 10 plus grand marchés d'exportation pour neuf pays africains, et le Dubaï,en particulier, est devenu un point de transbordement important pour les exportations et les importations africaines, en contrôlant la manipulation de 10 % de ces activités.[26]

Une mise en relief des infrastructures et des investissements

Bien que la coopération arabe Couvre non grand éventail d'activités, elle avait tendance à se concentrer sur des secteurs des infrastructures et de la production: selon les estimations, les Pays Arabes ont Fourni, durant la période écoulée entre 2001 et 2007, vers 500 Millions de dollars par an, au financement des infrastructures en Afrique Subsaharienne. Environ la moitié de cette aide a été dirigée vers les infrastructures de transport, 30% à l'énergie, et 15% à l'eau et à l'assainissement.[27] Ce soutien reste essentiel, étant donné que la Banque Mondiale estime un déficit annuel continu de 31 milliards de dollars sur le le montant des investissements requis pour répondre aux besoins de l'Afrique et pour y maximiser la performance économique et le développement humain. Entre temps, les flux officiels arabes sont de plus en plus fournis aux pays non visés par les donateurs traditionnels, y compris les Comores, la Mauritanie et la Somalie.

En même temps, les investissements intra-africains ont été d'une très grande importance en tant que segment de CSS. L'Egypte- à travers le Fonds égyptien pour la Coopération Technique avec l'Afrique-, la Libye et le Maroc se sont considérablement engagés dans ces investissements. Par exemple, en 2006, le Portofeuille africano-libyen d'investissement (un fonds souverain avec plus de 5 milliards de dollars de capital) a été mis en place et est devenu une force dynamique en investssant

[26] CNUCED, Le développement économique en Afrique 2010: Coopération Sud-Sud - Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement, Genève, 2010.
[27] CNUCED , Le développement économique en Afrique 2009: Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique , Genève , 2009.

dans un large éventail de secteurs, notamment les télécommunications, les mines, le tourisme, l'immobilier, la manufacturation et l'agriculture, dans plus de deux douzaines de pays africains. Les exemples supplémentaires ci-dessous sont des exemples de la diversité croissante et le dynamisme des contributions arabes et des prestations de la coopération africaine, y compris dans le secteur privé.

À travers le monde arabe: élargir les liens avec l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud, dans le cadre des BRICS influents[28] représente un partenaire particulièrement important de CSS pour plusieurs pays arabes. Les Relations de l'Afrique du Sud avec le Koweït et les États du Golfe ont considérablement élargi, et le pays œuvre, de plus en plus, à étendre ses liens à d'autres États arabes comme l'Irak. Ceci a engendré un réseau tout puissant de liens économiques qui ont le potentiel de créer de nouveaux emplois, y compris pour les femmes, dans les pays bénéficiaires, et d'élargir encore l'envergure des options devant une grande partie de la populations.

La région du Golfe n'est pas l'unique source d'approvisionnement des besoins de l'Afrique du Sud en pétrole brut, pourtant les pays du CCG sont également devenus des débouchés important pour les produits sud-africains, en particulier les exportations agricoles. Pour sa part, le Koweït est en train de jouer un rôle positif, avec d'importants investissements à travers son Fonds souverain du capital sud africain, les marchés financiers, ainsi que par l'intermédiaire de la participation du secteur privé dans l'immobilier haut de gamme et le développement des infrastructures touristiques en Afrique du Sud.

Égypte: un Fonds spécial et la force du secteur privé

L'Égypte a su s'acquérir une forte présence dans la Coopération SS en Afrique à travers l'investissement, et surtout avec l'expansion de la branche Orascom. Cette grande entité économique, avec un portefeuille diversifié d'activités - y compris le développement des infrastructures, la construction, l'immobilier, et les télécommunications - est présente dans plusieurs pays africains, en renforcant davantage le développement économique national et la création d'emplois. L'une de ses principales entreprises, Orascom Telecom Holdings, est l'un des plus grands et des plus diversifiés opérateurs de télécommunications dans le monde. Elle opère- entre autres pays- en Algérie, en Tunisie et en Zimbabwe, offrant un accès significatif à l'information et à la connaissance, y compris parmi les populations défavorisées et les femmes. En même temps, l'Égypte, comme les Emirats Arabes Unis, est une destination importante pour les exportations des autres pays africains. Elle s'est engagé- avec une partie importante de ses flux officiels de CSS- dans la coopération triangulaire avec le Japon pour metre à niveau le diagnostic de laboratoire et de surveillance des maladies infectieuses dans 21 pays africains, ainsi que pour améliorer les techniques de culture du riz dans 27 pays africains. Cette dernière mesure, par exemple, a permis à la production

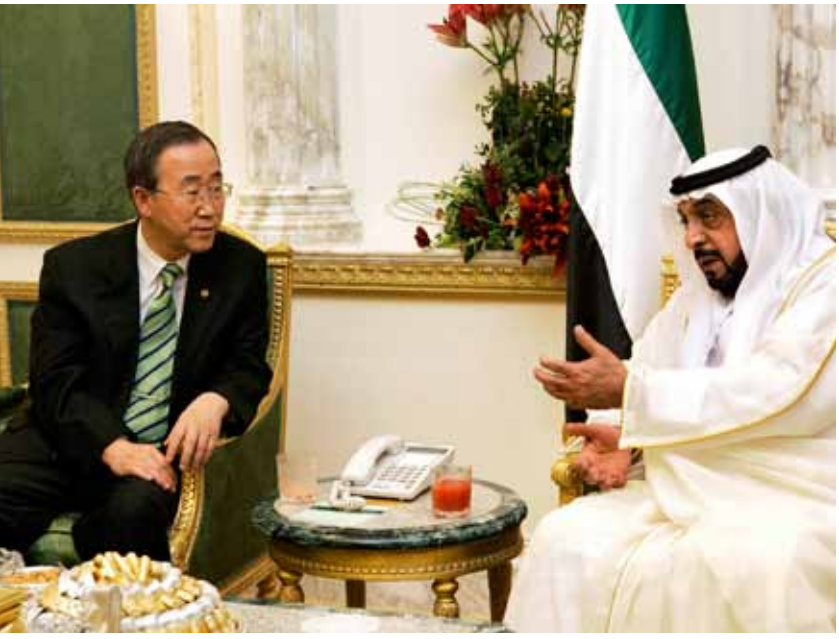
[28] Brésil , Russie, Inde , Chine et Afrique du Sud.

de connaître des hausses récurrentes,comme celles connues par le Ghana à partir de 1 tonne/ hectare jusqu'à un moyen variant de 2,38 à 6 tonnes/hectare, entre 2002 et 2007, grâce à la technologie appliquée.[29]

Le Maroc: Un leader de l'investissement en Afrique

Commec'estindiquédanslasection1,leMaroc a été un leader dans l'approfondissement des liens économiques avec le reste du continent africain, avec une orientation accrue vers la CSS, laquelle a été prouvée par un signe important de la part du pays en l'an 2000, en suprimant les dettes de tous les PMA africains et, ensuite, toutes les restrictions sur le libre accès au marché marocain. Depuis lors, près de 500 accords ont été signés avec plus de 40 pays dans une variété de secteurs, impliquant un triplement des échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne. Peut-être ce renforcement significatif du développement économique de ces pays est-elle, à son tour, liée à la réduction globale de la pauvreté grâce à la croissance à long terme soutenue depuis, par exemple, même de petits changements dans les opportunités d'emploi dans l'agriculture, ou dans les prix, entraînant d'importants effets socio-économiques.

Les investissements du secteur privé du Maroc dans d'autres pays africains ont considérablement augmenté, donnant lieu à un nombre croissant d'opérations menées par les entreprises marocaines dans la région. Ces exemples illustrent en outre les possibilités dynamiques de CSS en dehors des chaînes officielles à travers, non seulement l'expansion de l'accès aux marchés et le renforcement de la production et d'exportation, mais aussi grâce à l'amélioration de l'assistance technique liée au commerce, et au renforcement des capacités. Les sociétés minières marocaines sont, désormais, présentes, par exemple, à Burkina Faso, au Congo, au Gabon, en Guinée et au Mali. Le Maroc Telecom- la compagnie nationale des télécommunications - détient une part majoritaire dans la société nationale de télécommunications du Gabon, et possède des activités à Burkina Faso et en Mauritanie, alors que les banques marocaines ont pris pieds en Algérie et en Tunisie. De nouveaux accords ont été conclus fin de 2012/début 2013 dans des secteurs tels que, la pêche, l'aquaculture, l'aviation, les TIC et le développement immobilier/



[29] Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, ibid. p.101.

logement. Selon les données disponibles, en 2010, les exportations alimentaires marocaines ont représenté 37% du total des échanges avec la région, suivies par les machines et équipements de transport(21%), et les produits chimiques (20 %).[30]

Le Sénégal est considéré,de loin, la plus importante destination de l'investissement marocain dans la région. Cependant, son capital financier, humain et social sont tous en cours de construction.[31] les entreprises marocaines actives au Sénégal renferment les compagnies de transport public, telles que la la compagnie maritime nationale (COMANAV), et la compagnie aérienne Royal Air Maroc, qui ont, respectivement, achevé la construction d'une voie de transport des passagers, et ont mis en place une nouvelle compagnie aérienne en partenariat avec le gouvernement du Sénégal. Les entreprises privées marocaines sont aussi fortement présentes au Sénégal dans des secteurs comme la construction, les travaux publics, l'énergie, les télécommunications et l'industrie pharmaceutique. En outre, les banques marocaines ont également commencé, depuis 2005, à s'établir fermement dans le pays, notamment avec la création d'une filiale de la banque marocaine"Attijariwafa", la plus grande banque de l'Afrique du Nord, qui avait acquis des parts majoritaires dans deux des grandes banques sénégalaises.

La Tunisie: Fournir un modèle de réduction de la pauvreté

La Tunisie a été particulièrement notable dans la CSS interrégionale avec l'Afrique, en profitant de l'avantage comparatif qu'il a gagné par l'établissement, avec succès, de son propre Fonds National de Solidarité (FNS), et en reproduisant ce modèle dans des pays tels que le Mali, par le biais de la Coopération Triangulaire avec le Luxembourg. Le modèle FNS- qui a attiré le soutien de nombreux autres pays et organisations, comme la Belgique, l'Italie et le PNUD- est un mécanisme novateur et important de réduction de la pauvreté, allant jusqu'à attirer des contributions volontaires des citoyens et des entreprises dans le but d'aider les populations pauvres et marginalisées. En plus de l'influence considérable de ce modèle sur la réduction de la pauvreté en Tunisie, des pays, comme le Mali, le Djibouti et le Sénégal, ont fini par rejoinder ce modèle.[32]

2.3 Créer des partenariats stratégiques avec l'Asie

Une grande partie de la coopération des fournisseurs arabes avec l'Asie se concentre sur les deux géants de la région asiatique: la Chine et l'Inde. Par exemple, la Ligue des États arabes est devenue le septième partenaire commercial de la Chine. La preuve en est que les échanges entre la Chine et les pays membres de la Ligue arabe ont flambé de 34,7% dans la seule année de 2011 pour atteindre 195,9 milliards$; et, au cours des deux années suivantes, un total de 300 milliards $ est prévu.[33] Il est à remarquer que les liens sont en développement continu, notamment à travers le Forum de coopération Chine-États arabes, qui met l'accent sur l'échange des savoir-faire techniques ainsi que sur la coopération commerciale diversifiée. Certains pays arabes sont fortement tournés vers l'Est: le Koweït et la Chine, par exemple, ont signé des accords de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, du sport, ainsi que pour la conservation et le développement d'un des lacs chinois.

La région Asie-Pacifique, pilotée par la Chine, attire également la plus grande partie des investissements directs réalisés par les fonds souverains arabes. L'Institution Qatarien d'Investissement, par exemple, a investi 6 milliards de dollars dans la Banque Agricole Chinoise. En outre, même si des considérations

La région Asie-Pacifique, pilotée par la Chine, attire également la plus grande partie des investissements directs réalisés par les fonds souverains arabes.

[30] CNUCED, 2009, ibid.
[31] Ibid.
[32] Special Unit for South-South Cooperation, ibid., p. 126.
[33] Forum Chine-arabe de coopération des Etats, disponible à partir de www.cascf.org.

de sécurité énergétique ne sont pas nouvelles, l'ampleur et les multiples dimensions des initiatives récentes sont innovatrices, y compris en ce qui concerne les accords importants de coentreprises (joint-venture) entre le Koweït et la Chine, qui viennent en réponse à la forte demande de l'est- asiatique pour une énergie abordable.

L'Égypte a bénéficié de la mise en place du réseau panafricain en ligne de l'Inde, qui vise à fournir des services électroniques, avec un intérêt particulier pour l'éducation et la médecine. Le PNUD a également facilité le partage d'expériences sur la réforme et la gestion électorales entre l'Inde et les pays arabes. La coopération de l' Algérie avec la République de Corée et le Pérou sur la production de semences de pommes de terre propose un modèle important, impliquant deux zones très distinctes du monde. L' Algérie, d'une part, dépend de la pomme de terre comme l'un des principaux aliments de base mais n'avait pas les compétences techniques nécessaires à sa culture, et par là elle a dû importer plus que 80 000 tonnes de pommes de terre par an. L'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA), dans son premier projet de coopération triangulaire, a choisi l'Algérie comme un modèle de pilotage capable de montrer des méthodes susceptibles de remédier aux problèmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la pauvreté, et a invité le Pérou, qui compte plus de 400 espèces de pommes de terre, à participer. Alors que la République Coréenne construit des installations de recherche pour la production des semences de pommes de terre, le Pérou a fourni une coopération technique concernant la culture. Les principaux résultats ont inclus l'obtention de semences de pommes de terre qui sont les plus adaptées à l'environnement algérien, et KOICA est, ainsi, tournée vers la reproduction du modèle dans d'autres pays.

Parmi les divers mécanismes qui facilitent la participation des pays du Golfe dans la CSS, figure l'élaboration de cadres administratifs et réglementaires multilatéraux. Un exemple notable de ce mécanisme est la mise en œuvre du Dialogue d'Abu Dhabi sur le travail contractuel pour la coopération entre les pays d'origine d'une part, et les destinations en Asie de l'autre. D'autres initiatives importantes de la CSS sur la migration (voir également la section 1) sont menées dans le cadre du Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires, comme "le Dialogue sur la Migration de Transit en Méditerranée", qui implique des pays arabes tels que l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Liban, la Libye et la Tunisie, et un projet intitulé «Renforcement de la Politique Africaine et Moyen -Orientale de la Diaspora par des Échanges Sud-Sud », qui a été développé et mis en œuvre dans le cadre du Dialogue sur la Migration de Transit en Méditerranée. Ces efforts peuvent améliorer les résultats tant pour les migrants que pour les pays de destination, soit par la facilitation des moyens permettant aux gens de chercher du travail à l'étranger, soit par le respect des droits

fondamentaux des migrants, soit par la réduction des coûts des déplacements des migrants d'où l'accroissement des bénéfices de la mobilité interne pour en faire une partie intégrante des stratégies du développement national.

2.4 Élargissement de la Collaboration avec l'Amérique Du Sud

Le progrès, social, technologique et économique, des pays arabes et d'Amérique du Sud est, de plus en plus, renforcé par les flux réciproques de coopération technique, d'investissement et d'échanges commerciales dans des secteurs clés tels que l'énergie, les ressources en eau, l'agriculture, la sécurité alimentaire, le transport, les télécommunications et les infrastructures touristiques

Le progrès, social, technologique et économique, des pays arabes et d'Amérique du Sud est, de plus en plus, renforcé par les flux réciproques de coopération technique, d'investissement et d'échanges commerciales dans des secteurs clés tels que l'énergie, les ressources en eau, l'agriculture, la sécurité alimentaire, le transport, les télécommunications et les infrastructures touristiques; ce qui favorise, encore, la coordination politique et le développement durable dans les deux régions, tout en consolidant leurs racines communes.

Le Sommet des Etats Arabes et Sud- Américains a été le premier grand rendez-vous international de l'histoire récente- en dehors de l'ordre du iour ordinaire de l'Organisation des Nations Unies- dont le but était de réunir deux des plus grands et des plus importants blocs de pays en développement. L'organisation comprend 34 pays de la Ligue Arabe et de l'Union des Nations sud-américaines, avec une forte insistance sur la CSS. La coopération entre les pays du Sommet Amérique du Sud -arabe est assurée par cinq comités sectoriels pour le développement des affaires, sociale, environnementale, économique, scientifique&technologique, et culturelles/éducatives. Plus récemment, les ministers dudit sommet ont tenu leur réunion inaugurale sur le secteur de l'énergie à Abu Dhabi en Janvier 2013, et ont mis en évidence les possibilités de coopération dans le portefeuille énergétique mondial en pleine diversification. Ce faisant, ils ont fait appel à l'énergie pour former un axe de la relation bi-régionale. Pour développer les prochaines activités du Sommet conformément à la Feuille de route de la Déclaration de Lima, ils ont accepté d'accorder la priorité à la coopération conjointe dans le domaine de l'énergie renouvelable en tant que composante essentielle du développement durable, et ont convenu de promouvoir les possibilités d'investissement inter-régional dans le secteur du pétrole et du gaz, d'identifier les opportunités-grâce à l'apprentissage et le partage réciproque des meilleures pratiques-, d'améliorer l'efficacité des industries énergétique et charbonnière, de souligner l'importance de l'investissement dans les initiatives nationales d'efficacité énergétique pour atténuer les impacts environnementaux de la consommation d'énergie, et enfin d'identifier les possibilités d'investissements conjoints dans les différents projets d'énergie.

Un certain nombre d'initiatives bilatérales et multilatérales par les pays et institutions arabes ont considérablement renforcé la coopération économique avec l'Amérique du Sud; laquelle a augmenté de 11 milliards de dollars en 2004, juste un an avant la creation du Sommet Amérique du Sud-arabe, à 30 milliards de dollars en 2008. L'Égypte et la Libye ont particulièrement bénéficié de des investissements sud-Américains, surtout dans les secteurs de l'énergie et de la construction, qui ont offert des opportunités clés pour la promotion des compétences. Sur le plan culturel, en plus de la construction de la Bibliothèque arabo-américaine du Sud (voir également la section1), ont été conçus d'importants projets, comme la création de l'Institut de Recherche Sud-Américain à Tanger, et l'ouverture de la Bibliothèque et Centre de Recherche des pays Sud-américains et Arabes à Sao Paulo.

2.5 Renforcement des liens avec l'Europe de l'Est et l'Asie centrale

Les liens arabes avec l'Europe de l'Est et l'Asie central tendent, de plus en plus, à se renforcer. Comme c'est indiqué dans la section1, le Fonds Égyptien pour la Coopération Technique avec le Commonwealth, les États Européens Islamiques, ainsi qu'avec les États indépendants a été particulièrement active en offrant un soutien technique à l'Afghanistan, l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kazakhistan, le Kirghizistan, la Moldovie, la Mongolie, le Tataristan, le Tadjikistan, l'ancienne République Yougoslave de Macédoine, le Turkménistan, et l'Ouzbékistan. Le Fonds a organisé 1 018 stages de formation pour 19 596 stagiaires depuis 1993 dans les domaines des médias , de la culture arabe , de la diplomatie , du maintien de la paix , du tourisme, de l'agriculture, de la santé publique, de la médecine, du droit, de l'arbitrage, des banques, de la privatisation, des antiquités et de la sécurité . En particulier, il a commencé à mettre en œuvre un plan global pour soutenir la coopération avec l'Afghanistan dans divers domaines, tels que la réhabilitation des cadres diplomatiques, la formation de spécialistes dans le transport et l'élimination de l'analphabétisme, et la dépêche d'experts pour restaurer les monuments d'importance mondiale dans la province de Ghazni en Afghanistan, élue pour être la capitale culturelle du monde islamique de l'année 2013. Le Fonds assure, également, toujours, la formation des Jeunes policiers afghans sur les questions de sécurité.

Pour sa part, les Émirats arabes unis s'étaient, également, déployés, depuis longtemps, à forger des liens Sud-Sud avec l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Par exemple, entre 1998 et 2008, l'aide présntée par l'Autorité du Croissant-Rouge de l'EAU au Kosovo a été la plus importante mission humanitaire international dans l'histoire des Émirats arabes unis. Le pays a également organisé un certain nombre de manifestations culturelles, y compris une exposition de trésors du Kremlin, opéras, concerts symphoniques et des spectacles de marionnettes, avec la participation de représentants de la Russie, et les deux pays ont coopéré dans le domaine du renforcement de la gestion des musées. Les Émirats arabes unis a également signé un accord de coopération scientifique et technique avec l'Université de Chelyabinsk.

Le Koweït, quant à lui, a beaucoup investi en Albanie, finançant, ainsi, intégralement la restauration de la place principale de la capitale albanaise de Tirana.

2.6 Accroître les opportunités en vue de promouvoir de coopération interrégionale

De nombreuses opportunités existent pour accélérer l'amélioration de la coopération interrégionale, semblables à celles de la coopération interrégionale mentionnées dans la section1. Il s'agit de faciliter des formes de "Matchmaking" entre la Coopération SS et triangulaire, ainsi que d'autres types de partage de connaissances, par exemple à travers le renforcement des avantages comparatifs et de l'omniprésence du système des Nations Unies à l'échelle mondiale.

Aux niveaux, interrégional, intra-régional et national, la CSS arabe présente des caractéristiques qui

peuvent enrichir un programme de coopération efficace. Il s'agit notamment de niveaux comparables de développement et d'expériences aptes à favoriser des solutions en pleine conformité avec les conditions économiques et sociales locales. Les forms d'interactions Sud-Sud ont permis aux entreprises arabes de s'adapter et d'innover les moyens de façon à ce qu'elles soient plus conformes aux conditions des pays en développement; et ce, avec de nouveaux modèles d'affaires où les entreprises peuvent développer des produits pour un grand nombre de clients à faible revenu, comme indiqué plus haut dans l'exemple du développement des technologies de l'énergie renouvelable. Ceci souligne l'importance de promouvoir une plus grande coopération Sud-Sud dans ce domaine. En outre, les pays arabes, en faisant prevue de plus d'engagement dans ce sens, purraient non seulement servir de soutien à ces types de coopérations, mais aussi se presenter comme milieux naturels d'expérimentation pour les nouvelles technologies et les nouveaux produits, comme c'était le cas pour essayer les normes du Système Global des Communications Mobiles (GSM).[34]

La CSS peut également s'avérer particulièrement bénéfique en tant que mécanisme viant à augmenter les capacitiés de négociation d'autres régions- comme l'Afrique- sur les affaires mondiales, ainsi que leur capacitiés à faire face aux défis de la pauvreté, de l'insuffisance des infrastructures, du développement des capacités productives, et à toute autre menace qui peut surgir. Traditionnellement, les pays africains ont été toujours l'objet de contraintes considérable en ce qui concerne leur poids et leur représentation dans l'économie mondiale. Or, l'efficacité des relations de type CSS peut aider à influencer profondément l'ordre du jour, le rythme et les décisions en faveur d'une éventuelle réforme de l'architecture financière internationale, ainsi qu'en faveur des négociations multilatérales telles que celles en vigueur sur les changement climatiques. En outre, les interventions à grande échelle des fournisseurs arabes à améliorer l'infrastructure de l'aide au développement, ont, ces dernières années, mis l'accent en particulier sur les capacités de production, tout en offrant l'avantage comparatif de compléter les formes traditionnelles d'initiatives humanitaires et sociales.

La CSS peut également s'avérer particulièrement bénéfique en tant que mécanisme viant à augmenter les capacitiés de négociation d'autres régions- comme l'Afrique- sur les affaires mondiales, ainsi que leur capacitiés à faire face aux défis de la pauvreté, de l'insuffisance des infrastructures, du développement des capacités productives, et à toute autre menace qui peut surgir.

Dans le même contexte, un nombre croissant d'initiatives de CSS arabes paraît prometteur quant à leur aptitude à aborder des objectifs spécifiques de développement, en entraînant, par exemple, des changements dans la façon régissant l'économie mondiale pour la render beaucoup plus orientée vers le développement humain. Les méthodes et les moyens empruntés pour atteindre cet objectif devront être entièrement explorés à travers des politiques et des pratiques au niveau interrégional, national, et intra-régional.

Il convient içi de noter, cependant, que tous ces avantages potentiels de la coopération n'arrivent pas automatiquement, mais exigent, plutôt, des pays qu'ils prennent des mesures adéquates et proactives pour les exploiter. Certains pays arabes, comme la Tunisie, peuvent offrir un modèle utile pour l'intégration de la CSS dans les stratégies de développement des autres pays pour prouver qu'elle profite ,plutôt qu'entrave, la réalisation des objectifs nationaux et régionaux du développement.

2.7 Principaux défis de la Coopération interrégionale Sud-Sud

Pareillement aux opportunités, les principaux défis auquels est confrontés l'accélération de la CSS

[34] PNUD, Rapport sur le développement humain 2013: La montée du Sud; Progrès de l'Homme dans un monde diversifié, New York, 2013

interrégionale sont semblables à ceux de la CSS intra-régionale (voir également la section 1), qui, dans nombre de cas, sont liés aux capacités institutionnelles et techniques des pays. Il s'agit de lacunes de nature politique, ainsi que d'autres concernant les connaissance essentielles, la communication ou les ressources, dans plusieurs domaines tels que, le développement des capacités, la promotion de la transparence, ou encore le besoin de financement supplémentaire. Donc, veiller à ce que la qualité des informations soit améliorée pour assurer un accès facile aux données, ainsi qu'un suivi minutieux de la CSS, est d'intérêt particulièrement vital.

les pays arabes ont besoin d'un soutien urgent, non seulement pour la définition des orientations politiques de la CSS, mais aussi pour la production, l'intensification et / ou le transfert de solutions de développement, et dans un climat d'échange mutuelle d'expertise.

Ainsi, les pays arabes ont besoin d'un soutien urgent, non seulement pour la définition des orientations politiques de la CSS, mais aussi pour la production, l'intensification et / ou le transfert de solutions de développement, et dans un climat d'échange mutuelle d'expertise. Il en est de même pour la favorisation de la coordination, le renforcement de l'orientation sur les résultats, ainsi que pour un meilleur alignement avec les systèmes nationaux et les priorités de développement. Tout ceci est indispensable pour s'assurer que les complémentarités et les avantages comparatifs sont pleinement mis à application pour répondre aux besoins clairement identifiés. En plus des trois principaux défis déjà relevés concernant, à la fois, la coopération inter-et intra-régionale, deux autres défis à la coopération sont à noter: assurer l'équité et la croissance inclusive, et minimiser les risques pour l'environnement.

Assurer l'équité et la croissance inclusive

La gestion de ces relations Sud-Sud croissantes et diversifiées avec les fournisseurs arabes devront être entreprise de manière à appuier et améliore le progrès technologique, l'accumulation de capital et la transformation structurelle. Ceci implique que si la CSS ne reproduit pas les modèles importés de l'Afrique ou de n'importe quelle autre région tels qu'ils sont, il lui est suffisant à exporter des matières premières et d'importer des biens manufacturés. Dans ce cadre, beaucoup de signes prouvent que le type de produits que le pays tend d'exporter en grande quantité influence, le plus souvent, sa croissance économique et son développement futurs. Les produits primaires tels que les minerais métalliques ont des structures de production qui sont souvent mal reliées au reste de l'économie d'un pays , et leurs prix sur les marchés mondiaux ont tendance à être plus volatiles, ce qui engendre une instabilité macro-économique considérable. En outre, les industries extractives sont à forte intensité capitalistique, et une faible tendance génératerice d'emplois. Quant aux produits manufacturés, ils offrent de meilleures perspectives de future croissance. Assurer une diversification efficace et technologiquement avancée de CSS peut donc entraîner une croissance inclusive, et réduit les taux d'inégalités socio-économiques connus dans toutes les régions du monde.

Un accent devra être donnée non seulement pour attirer des investissements arabes en soi, mais plutôt à la façon de créer des liens entre cet investissement et l'économie nationale de partenaires bénéficiaires, ainsi que la façon de le diriger vers les secteurs où elle peut améliorer le développement humain, créer de l'emploi et de l'intégration de dérivation dans l'économie régionale et mondiale.

Un accent devra être donnée non seulement pour attirer des investissements arabes en soi, mais plutôt à la façon de créer des liens entre cet investissement et l'économie nationale de partenaires bénéficiaires, ainsi que la façon de le diriger vers les secteurs où elle peut améliorer le développement humain, créer de l'emploi et de l'intégration de dérivation dans l'économie régionale et mondiale. Ceci peut être réalisé, par exemple, par des incitations ciblées pour encourager les investisseurs à se procurer des intrants localement. En outre la promotion des joint-ventures entre les entreprises arabes et les

entreprises dans d'autres régions pourrait faciliter la diffusion des connaissances à des entrepreneurs locaux et de contribuer à la transformation structurelle. Sauf que il y aura, de nouveau, nécessité à renforcer l'intégration CSS dans les stratégies nationales de développement des pays arabes qui, elles même, éprouve toujours le besoin d'une amélioration significative (voir également la section 1).

Minimiser les Risques environnementaux:

Les normes de gouvernance et la qualité de gestion de l'environnement devront être maintenues tout le long des partenariats Sud-Sud. À ce jour, cependant, ils ont été remis en question par d'autres régions, bien que les partenaires arabes ont largement encouragé les investissements qui respectent l'environnement dans des régions telles que l'Afrique. Encourager les investissements et l'intensification des incitations aux initiatives de responsabilité sociale d'entreprise peut offrir un modèle important à d'autres investisseurs du Sud qui peuvent avoir besoin de renforcer les activités telles que les études d'impact environnemental.

Pour tous les défis identifiés, le fait de favoriser le partage de l'expérience et de l'expertise sera d'autant plus essentiel qu'il faut, tout d'abord, s'assurer que les solutions ne sont pas seulement un succès rentable, mais qu'elles sont plutôt comprises dans un cadre approprié et efficace des mécanismes qui favoriseraient leur transfert. Dans la section 3, une série de recommandations pratiques est offerte pour répondre à ces défis, en vue de faire progresser davantage la coopération triangulaire et Sud-Sud entre l'ensemble des pays arabes.

3. Une Approche Stratégique Régionale pour Remédier aux Lacunes de Connaissances, de Communication et de Ressources, et pour Promouvoir la Coopération Triangulaire et Sud-Sud et dans la Région Arabe

3.1 Critères pour l'Approche

L'approche proposée pour remédier aux lacunes de connaissances, de communication et de ressources, ainsi que pour promouvoir la Coopération tant Triangulaire que Sud-Sud dans la région arabe, est stratégique, régionale, fondée sur les hypothèses suivantes:

La Coopération Sud-Sud en tant que moteur du développement, y compris ses dimensions qui sont liées, directement ou indirectement, aux États Arabes, est un processus qui a commencé il ya longtemps, et qui continuera d'évoluer. Cependant, un effort harmonisé et coordonné , pourrait aider à catalyser et accélérer ce processus pour la région arabe, par l'optimisation de son intensité, ainsi que par l'attachement à l'augmentation de la capacité de négociation de toute la région, ce qui conduira, à son tour, faire entendre la voix arabe à tout le monde.

L'expérience montre que les pays dont la politique, le mécanisme de coordination, et les ressources sont tels qu'ils le sont à l'heure actuelle (avec le même tas de connaissances et d'expertises, les mêmes besoins clairement identifiés, et les quelques fonds utilisés pour assurer le financement des échanges avec d'autres pays) ont d'autant mieux réussi dans la CSS que les pays qui traitent avec la CSS comme étant un ad- hoc.

La CSS constitue clairement un passage d'un type de relation entre pays, mono-vectoriel à un autre poly-verctoriel, et est basée sur la solidarité, la

les pays dont la politique, le mécanisme de coordination, et les ressources sont tels qu'ils le sont à l'heure actuelle (avec le même tas de connaissances et d'expertises, les mêmes besoins clairement identifiés, et les quelques fonds utilisés pour assurer le financement des échanges avec d'autres pays) ont d'autant mieux réussi dans la CSS que les pays qui traitent avec la CSS comme étant un ad- hoc.

réciprocité et l'intérêt mutuel. En même temps, les pays de la région arabe sont différents du point de vue de la structure réelle et prevue, et du taux des flux entrants et sortants de la coopération. En outre, un certain nombre de pays les plus riches de la région peuvent bénéficier à la fois de leur rôle de participants à la CSS d'une part, et leur rôle de d partenaires d'une Coopération Triangulaire, ce qui leur permet la promotion des échanges entre les autres pays en comblant les lacunes des ressources financières.

En référence à ce que nous venons de citer plus haut, tels sont quelques principes qui permettraient de déterminer les traits caractéristiques de l'approche proposée. Tout d'abord, en se reposant- lors de l'élaboration- sur les arrangements institutionnels existants, les capacités développées et les autres ressources disponibles (tout en évitant la duplication des arrangements, des capacités et des concessions relatives aux ressources), cette approche recommandée peut contribuer à réduire considérablement les coûts de mise en place, et servir de conducteur vers une plus approche harmonisée et plus inclusive.

Deuxièmement, alors que la coordination au niveau national est essentielle pour assurer une CSS d'envergure, au sein et au-delà de la région, l'approche devrait prévoir des liens horizontaux- sans soudure ni bureaucratie- ainsi que le leadership et l'appropriation locale. En outre, il doit être inclusif et systématique en ce sens que les activités de soutien devraient bénéficier le plus grand volume possible d'échanges Sud-Sud, qu'elles soient existantes ou potentielles, impliquant les différents gouvernements, la société civile et les acteurs privés.

Enfin, une entente devrait être établie tant que, d'une part, la standardisation des approches, sur le niveau national individual- penchées sur les normes de la documentation et la proposition d'expertises et de solutions, ainsi que de la détermination des besoins- paraît cruciale pour donner plus de portée à la CSS dans la région arabe et ailleurs. D'autre part, étant donné que les pays de la région ne sont pas homogènes du point de vue perception des rôles dans le cadre de la CSS , chacun selon le degré de sa prédisposition, l'approche doit jouir d'une certaine flexibilité, visant à trouver le juste équilibre entre la standardisation et, les réponses spécifiques proposées- sur mesure- à chaque pays.

Ces principes pré-définis doivent être encore renforcés par les principes normatifs et opérationnels, comme prévus dans le document final de la Conférence de Haut Niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenu à Nairobi:

(a) principes normatifs

- Respect de la souveraineté et de l'appropriation nationales;
- Partenariat entre égaux;
- Non-conditionnalité;
- Non-ingérence dans les affaires intérieures;
- Intérêt mutual.

(b) principes opérationnels

- Responsabilité mutuelle et la transparence;
- Éfficacité du développement;
- Initiatives basées sur la coordination entre la réalité et les résultats donnés;
- Approche multi-parties prenantes.

3.2 Éléments de l'Approche

L'approche régionale proposée serait étroitement intégrée à l'architecture de l'aide multilatérale mondiale de "trois-en-un" pour la CSS, qui se compose de l'Académie mondiale de Développement Sud-Sud, l'Expo Mondiale de Développement Sud-Sud, et l'Échange Sud-Sud Globale d'Actifs et de Technologie.

En outre, les recommandations et les directives politiques découlant des activités de coordination de nature nationale, alimenteraient les priorités et le pilotage politique au niveau mondial parus dans le rapport biennal du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'état de la CSS, ainsi que dans le travail du Comité du Haut Niveau de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la CSS. Cela se ferait par le biais de l' UNOSSC, qui sert également- comme indiqué dans l'article 2- de secretariat essentiel du Comité de Haut Niveau, et contribue à la rédaction du rapport biennal.

Les trois éléments clés de l'approche de soutien régionale de la CSS au développement dans la région arabe serait:

- Un Conseil de Coordination au niveau national pour les Coopérations Sud-Sud et Triangulaire;
- Un portail en ligne de CSS pour l'accès en temps réel aux informations liées au Sud-Sud; et
- Une installation régional arabe de financement pour les échanges échelonnés de solutions, des technologies, et d'expertise Sud-Sud.

3.2.1 Conseil de coordination au niveau national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire (ou tout autre équivalent existant)

Dans chaque pays de la région arabe, le Conseil de coordination de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire prendrait la forme d'un forum qui est le plus pertinent avec le contexte national, en s'appuyant sur les arrangements institutionnels existants, tout en évitant la duplicité de structures. Des réunions régulières du Conseil de Coordination de niveau national seraient co-organisés par une autorité nationale de coordination en charge de la CSS (coopération technique) et les respectifs Bureaux Coordonnateurs résidents des Nations Unies. Quant auu Conseil d'administration, il serait composé de représentants de tous les ministers de compétence, les membres de l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires de coopération triangulaire, ainsi que des représentants d'institutions concernés d' OSCs et du secteur privé.

Un Conseil de Coordination de niveau national pour la Coopération Sud-Sud et Triangulaire devrait servir de chambre de compensation permettant un gain de temps et une rentabilité, avec les trois fonctions suivantes

(a) Coordination et Synergies

Soutenir et informer la fonction de coordination de l'Autorité Nationale de Coordination pour CSS, et veiller à assurer l'harmonisation entre la grande partie des plans et des activités de diverses agences spécialisées des Nations Unies liés aux tavaux de ladite Coopération, fonds et programmes des ministères de tutelle nationale, OSCs et institutions du secteur privé, ainsi que la documentation et l'échange réguliers d'informations dans le cadre du Conseil de Coordination, afin de faciliter l'identification des synergies supplémentaires aux niveaux, national et régional, en ce qui concerne l'architecture multilatérale du soutien de "trois-en-un" expert pour la CSS;

(b) Facilitation et Mobilisation des ressources

Faciliter les liens et les conformités horizontaux non-bureaucratiques entre fournisseurs et demandeurs de solutions au sein d'un pays et ailleurs; et mobiliser des partenariats et des ressources pour la CSS, sachons que tout partenaire de la coopération triangulaire, qui'l soit membre ou pas des Nations Unies pourrait intervener pour combler les manques de ressources en faveur des initiatives de CSS en vigueur, proposées par une institution quelconque d'un pays donné ou requises par une des institutions de l'extérieur du pays. En liaison avec un autre élément de l'approche régionale, le Fonds Régional arabe de financement, le Conseil de Coordination est suposé être, à la fois, un forum de confiance pour identifier des initiatives phare de la CSS, ainsi que des partenariats et des accords, et un créneau

à travers lequel les financements du Fonds Régional Arabe pourrait combler les lacunes persistantes des ressources nécessaires pour le soutient de ces initiatives;

(c) Un cononseil politique d'amont et éablissement des normes de la CSS

Servir d'organe consultatif visant à assister l'Autorité Nationale de Coordination pour la CSS dans la mise à jour et la révision des priorités et des stratégies nationales de Coopération tant Sud-Sud que triangulaire, ainsi que dans le traitement des problèmes politiques ou de développement des capacities qui peuvent surgir .

À long terme, un Conseil de Coordination de Niveau National pour la coopération tant Sud-Sud que triangulaire œuvrerait à appuier les trois conditions préalables pour asuurer plus de renforcement aux CSSs, à savoir, une politique nationale, un mécanisme national de coordination et de ressources au niveau national (y compris les connaissances et expertise cumulées, les besoins clairement identifiés, et les quelques financements de soutien pour les échanges avec d'autres pays).

3.2.2 Un portail en ligne de la CSS pour l'accès en temps réel aux informations relatives à ladite coopération

Un portail régional de CSS servira de guichet unique pour l'information requise sur la CSS, telle que:
- Solutions locales documentées avec une possibilité de transfer (adoption/réproduction/ adaptation);
- Informations sur les technologies;
- Description des mécanismes existants à l'appui de la CSS;
- Listes d'experts et de centres d'excellence arabes;
- Propositions de partenariat avec des engagements partiels confirmés;
- Pertinente des possibilités de formation et du matériel de formation; et
- Statistiques et données de recherché, ainsi que d'autres données disponibles en cas de demande.

Comme une valeur ajoutée supplémentaire, le portail CSS permettrait diverses institutions actives dans le domaine de la CSS de se procurer un atout supplémentaire pour promouvoir aussi bien leurs propres outils de recherches en ligne que d'autres sources d'informations comportant solutions, technologies, compétences et propositions qui peuvent leur en faire défaut. Du point de vue de l'utilisateur final, ce serait éventuellement signifier une information plus standardisée, échangeable, et donc facilement accessible.

Les cinq fonctions principales du portail CSS seraient:

(a) Listage(listing) direct: les utilisateurs devraient pouvoir télécharger indépendamment des informations pertinentes, par exemple, des propositions de partenariat avec des engagements partiels confirmés;

(b) la cartographie: le cas échéant, comme dans le cas des solutions ou mécanismes du potager à l'appui de la CSS, la représentation visuelle de l'emplacement d'origine sur une carte électronique;

(c) Correspondance: si possible, le système devrait donner des résultats de recherche recommandés qui correspondent au besoin / profil d'un utilisateur donné;

(d) La recherche: toutes les plates-formes thématiques dans le portail seraient conçues pour être facilement consultables à fournir des informations requises au moment requis; et

(e) la surveillance: les initiatives qui profitent de l'architecture multilatérale d'aide "trois-en-un", ainsi que d'autres parties intéressées, pourraient systématiquement et régulièrement presenter des rapports sur les progrès de la mise en œuvre et des résultats pertinents vérifiables.

Le portail regional de CSS serait financé par UNOSSC et le Centre Régional au Caire du Bureau Régional pour les Pays Arabes. Il serait aussi étroitement liée à l'Académie Mondiale du Développement Sud-Sud en tant que partie de l'architecture multilatérale d'aide à la CSS de" trois-en-un".

3.2.3 Un Fond Régional Arabe de Financement pour promouvoir l'échange Sud-Sud de solutions, des technologies et d'expertise:

L'objectif clé du Fond Régional Arabe de Financement de la CSS serait de fournir une approche équitable pour tous les acteurs de la région arabe visant à promouvoir l'échange de solutions, de technologies et d'expertise dans nombre de domaines thématiques convenus régulièrement pertinents aux besoins communs des pays. Il s'agit de combler les lacunes financières au cas où les tels écarts de ressources ne pourraient pas être abordés d'une manière bilatérale et locale entre fournisseurs et bénéficiaires de solutions, ou bien avec l'assistance apportées par les membres du respectueux Conseil de Coordination de niveau national de la CSS.

Le Fond Régional Arabe de Financement devrait prendre part à l'architecture multilatérale d'aide à la CSS de" trois-en-un", en assurant le financement d'environ 40% du budget total de toute initiative donnée de CSS; et ce, sachons qu'il devrait y avoir un engagement éprouvé de la part tant des fournisseurs que des bénéficiaires de solutions concerant l'assurance d'au moins 60% des ressources du budget total d'une initiative donnée.

À la fois, une modalité de mise en commun des ressources, où les fonds seraient directement contribué au Fond Arabe de financement, en plus d'une modalité de financement parallèle, seraient disponibles. Dans la modalité de mise en commun des ressources, le Fonds Régional Arabe de Financement serait accueilli par UNOSSC. Dans la modalité de financement parallèle, la contribution financière actuelle du Fonds des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud ne serait pas nécessaire avant la mise en œuvre effective du financement des initiatives concrètes de CSS. Un engagement dûment endossé sur le déboursement rapide d'une quantité donnée de fonds, et à un intervalle de temps donné, serait un garant suffisant pour la participation à ce Fond. Un frais administratif minimum serait toujours applicable dans ce cas. Les objectifs prioritaires ici consisteraient à:

(a) Proposer un moyen visible, simple et efficace assurant le financement, le suivi et l'évaluation des initiatives concrètes de CSS;

(b) Établir un maximum de compatibilité régionale entre les différents mécanismes existants- qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux- de financement d'une part, et les instruments de principes communs à l'appui de la CSS arabe de l'autre;

(c) Assurer l'harmonisation et la synchronisation possibles, quant au processus de prise de décision, entre les différents acteurs contribuales du Fond Régional Arabe de Financement mais qui préfèrent, quand même, remplir leurs engagements de ressources sans devoir verser des contribution directes au Fond, et

(d) Veiller à ce que les ressources financières dont depend le Fond Régional Arabe de Financement de CSS proviennent de contributions volontaires/engagements des Gouvernements Nationaux, des partenaires de Coopération Triangulaire, des organisations et Fondations philanthropiques, du secteur privé, ou de la société civile.

Le Fond Régional Arabe de Financement serait régi par un Conseil d'Administrateurs, composé d'un représentant gouvernemental pour chaque pays arabe participant, abstraction faite du montant de la contribution /engagement annuel(le) du pays dans le Fond, ainsi que d'un représentant pour chacun des

contribuables autres que Les Gouvernements Arabes dont la contribution / engagement est equivalent(e) à un minimum de 1 million de dollars par année. Les autres contribuables seraient représentés dans le Conseil d'Administrateurs sur une base de rotation.

Les décisions de financement sur chacune des initiatives de CSS seraient prises uniquement par le Conseil d'Administrateurs par un vote à la majorité simple, en vertu de la recommandation analytique établie par le Groupe d'Experts. Chaque participant/ contribuable, abstraction faite du montant de sa contribution / engagement annuel(le) dans le Fond, jouira d'un droit de vote lui assurant la surveillance de l'utilisation de ses contributions/engagements.

Le Fonds serait administré par la Division des États Arabes de l' UNOSSC pour assurer ce qui suit: la réception et la bonne gestion des contributions des partenaires/contribuables; le déboursement des fonds à l'appui des initiatives concrètes de CSS conformément aux instructions du Conseil d'Administrateurs; le soutien au Conseil d'Administrateurs quant à la surveillance et à l'évaluation des fonctions; ainsi que la compilation de synthèses et de rapports financiers appuyés pour le compte du Conseil d'Administrateurs.

La viabilité de l'approche serait assurée par le fait que chacun de ses trois éléments clés est axée sur la demande et, ensuite, l'auto-suffisance, de façon que chaque élément contribue à faire progresser la CSS, indépendamment de l'existence des deux autres éléments. Une fois tous les trois éléments sont en place, ils auraient à s'entraider mutuellement pour, en fin de compte, bâtir des économies d'envergure, ce qui mènera à l'augmentation de leur valeur cumulative qui sera, à son tour, ajoutée à la promotion de CSS dans la région arabe et ailleurs.

Solutions proposées

1. Alliance pour lutter contre la cécité evitable - Banque Islamique de Développement:

Zones géographiques ciblées: l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Tunisie et la Turquie

Champs thématiques ciblés/ secteurs/ pratiques appuyées de mécanismes: Assistance médicale (Ophtalmologie)

Détails de la Solution: défis du développement et réalisations clés:

Les défis du Développement:

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que dans le monde environ 285 millions de personnes sont aveugles ou atteintes d'une déficience de vue grave. En Afrique, la population ayant une déficience visuelle est d'environ 33,2 millions, étant donné que dans 75% des cas, la déficience visuelle peut être prévenue, traitée ou guérie.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que dans le monde environ 285 millions de personnes sont aveugles ou atteintes d'une déficience de vue grave. En Afrique, la population ayant une déficience visuelle est d'environ 33,2 millions, étant donné que dans 75% des cas, la déficience visuelle peut être prévenue, traitée ou guérie.

Bien que la Cataracte n'est pas la cause majeure de cécité dans les pays développés, elle en est,quand même, de façon générale, la cause principale, surtout qu'elle l'est dans environ la moitié des cas. Par exemple, elle est considérée, en Afrique Sub-Saharienne, comme la première cause majeure de cécité, atteignant un pourcentage de 51% de la prévalence.

L'impact social et économique de la cécité évitable n'est pas équitablement répartie dans le monde, sachons que les pays en développement, notamment en Afrique sub-saharienne, endossent, d'une façon disproportionnée, la grande part de la charge. En raison de la pauvreté et du manque de services sanitaires, la majorité des personnes atteintes de déficience visuelle sont susceptibles de rester aveugles, et très probablement, de mourir avant d'être opérées.

Notion de la solution:

L'Alliance pour la Lutte contre la Cécité Évitable est un programme de partenariat établi en 2008 afin de réduire la prévalence de la cécité due à la Cataracte, d'assurer l'accès aux soins oculaires et d'en améliorer la qualité dans huit pays, à savoir: le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Djibouti, la Guinée, le Mali et le Niger.

L'Alliance réunit les différents ministères de la santé- représentés par des programmes nationaux de contrôle de la cécité-, des organisations non-gouvernementales, des centres de formation, des institutions donatrices, ainsi que des volontaires.

En rétablissant la vue des personnes aveugles et en formant les personnels qui assurent des missions de soin oculaire, l'Alliance contribue directement à(aux) l'amélioration(s) de la qualité de vie, et à la création de conditions économiques et sociales de plus en plus favorables pour le bien des individus et de la société toute entière.

Réalisations à ce jour:

Plus de 170.000 personnes ont été examinées pour les maladies des yeux
Plus de 36.000 personnes ont recouvré leur vision (par) les opérations de la Cataracte.

Plus de 70 ophtalmologistes, techniciens et personnel médical ont été formés.
Détails de la solution: l'avantage comparatif de la solution:

Le modèle

Un des aspects uniques de l'Alliance est qu'elle s'adonne pleinement à la Coopération Sud-Sud qui, à son tour, favorise l'échange de ressources, de connaissances, et de technologies parmi l'ensemble des pays membres. Cette coopération incite à l'approfondissement de l'esprit de solidarité qui est d'importance vitale pour la survie de l'Alliance.

Le modèle est fondé sur le volontariat et le travail d'équipe. Il suit une puissante approche de partenariat qui encourage le transfert de compétences et de connaissances, tout en tenant compte des besoins et priorités des pays bénéficiaires. Il se repose, tout de même, sur la collaboration entre un large éventail de parties prenantes, y compris les ministères de la santé, les organisations non- gouvernementales, les centres de formation, les institutions donatrices et les volontaires.

Chaque partenaire apporte, à l'Alliance, une expertise unique en soi: les organisations non-gouvernementales offrent l'expertise de leurs médecins volontaires, tandis que les institutions donatrices asuurent le financement; quant aux ministères de la santé, ils s'appuient- à travers leurs programmes nationales de lutte contre la cécité- sur les informations disponibles sur les besoins et les priorités de leur pays respectifs pour déterminer leurs engagements relatifs aux personnels et au financements. La BID, pour sa part, en plus de la fourniture de ressources financières, déploie son personnel pour la coordination, la surveillance et le suivi. Il s'agit d'un travail d'équipe qui vise à illuminer la vie et à restaurer la dignité.

L'approche

L'Alliance reconnaît que les solutions à long terme exigent de puissants programmes nationaux de lutte contre la cécité, ainsi que des équipes locales possédant les compétences spécifiques et les équipements requis pour le traitement des patients. L'Alliance remplit ces besoins grâce à une combinaison d'approches visant au développement des capacités.

La première approche est déjà en vigueur, du fait qu'elle est systématiquement appliquée pendant les campagnes de traitement. Les visites médicales effectuées par les chirurgiens de l'Alliance et les cliniques ambulantes utilisent, d'habitudes, les techniques d'anéantissement de la Cataracte les plus avancées et les plus adaptées au contexte local, comme la micro-incision . La maîtrise de ces techniques et le recours aux équipements appropriés nécessitent une grande habileté qui ne peut être acquise qu'à partir d'une formation intensive. Chaque visite d'équipe chirurgicale comprend un spécialiste dédié à la formation des ophtalmologistes locaux durant toute la période de la campagne, non seulement sur les chirurgies de la Cataracte, mais aussi sur diverses maladies oculaires, y compris le Glaucome, le Trachoma… etc. Un des traits caractéristiques les plus remarquables de l'Alliance est que la formation ne se limite pas aux médecins. Mais, les techniciens, et même le personnel administratif ophtalmiques, sont tous, encore, encadrés dans les meilleures pratiques; ce qui assure à l'équipe locale toute entière acquérir une performance de plus en plus efficace.

La seconde approche au développement des capacités consiste à accorder des bourses à court terme. L'Alliance offre aux ophtalmologistes locaux la possibilité d'aller approfondir leurs

études dans les centres de formation et les hôpitaux universitaires dans d'autres pays membres de la BID. Ces bourses visent à relever les compétences des spécialistes de soins oculaires, non seulement dans les procédures médicales appropriées, mais aussi dans d'autres domaines vitaux pour les programmes nationales de lutte contre la cécité.

En plus, l'Alliance envoie des missions d'experts sur place pour participer aux programmes nationales de lutte contre la cécité, tout en en renforcant les capacities, surtout dans les domaines de la gestion, du contrôle de la qualité, et de la plaidoyer. Elle fait, également, don de nécessités chirurgicales et d'autres équipements, ainsi que des stages de formation sur la manipulation et l'entretien de ces équipements.

Enseignements tirés:

Le principal enseignement tiré des activités dans le cadre du programme de l'Alliance , c'est que l'organisation de campagnes de traitement de la Cataracte dans les zones urbaines est une étape nécessaire pour assumer la lutte contre la cécité causée par la Cataracte sans qu'elles soient suffisantes à elles seules. La nécessité pour les chirurgies de la cataracte dans les zones rurales est d'autant plus généralement plus urgente que l'insuffisance des capacités en termes de ressources humaines est assez grave. En outre, la vulgarisation des caravanes ambulantes de la Cataracte dans les zones rurales épargne les patients du coût du déplacement pour la ville, tout en réduisant les risques qui peuvent nuire au traitement suit à un tel déplacement.

Le deuxième enseignement appris dans le cadre de cette l'Alliance est que l'importance du développement des capacités des institutions nationales chargées de la lutte contre la cécité evitable est primordiale. Avec l'intégralité de formations et d'équipements offerts dans le cadre de ladite l'Alliance, les pays membres sont, donc, en mesure d'assumer l'autonomie de ce programme en mobilisant leurs propres équipes de spécialistes des soins oculaires, et en prenant le relais pour continuer la lutte contre la cécité évitable.

Budget Annuel Récent (en USD): 1,160,000 (contributions des partenaires du programme- comme le Fonds de l'OPEP, la BADEA, le Fonds Égyptien pour la Coopération Technique pour l'Afrique et l'Agence de Développement de l'Azerbaïdjan (AIDA)- incluses).

Budget Total (enUSD): Plus de 6 M$ depuis 2008.

Point focal et contact:

Département de Développement des Capacités
Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
P.O. Box 5925 Djeddah 21432
Royaume d'Arabie Saoudite
Tel: +96626466719 Fax: +96626467828

2. Nord-Sud embrasse Sud-Sud pour la reconstruction de l'Irak

Peu de temps après la fin de la première Opération militaire en Iraq, le Japon a été l'un des premiers pays qui ont prêté leurs mains pour tenir l'Irak de cette guerre dévastatrice. Les images des désastres de guerre qu'avait subit le Japon après la Seconde Guerre Mondiale et son assiduité à faire réussir la mission de reconstruction du pays, tout en se lancant dans une bataille de développement jusqu'à devenir une économie mondiale de premier plan, et sutout avec le soutien de la communauté internationale, tout celà était l'histoire inspirante.

Le premier message que le Japon tenait à envoyer aux Iraquiens était qu'ils sont la bienvenue, encore une fois, à la Communauté Internationale après 12 ans de sanctions. Pendant ce temps, les Iraquiens n'avaient pas été autorisés à communiquer avec le monde extérieur, et s'était totalement coupés de tous les changements dynamiques de développement.

Le premier message que le Japon tenait à envoyer aux Iraquiens était qu'ils sont la bienvenue, encore une fois, à la Communauté Internationale après 12 ans de sanctions. Pendant ce temps, les Iraquiens n'avaient pas été autorisés à communiquer avec le monde extérieur, et s'était totalement coupés de tous les changements dynamiques de développement.

En mai 2003, les anciens dirigeants du Japon et de l'Égypte se sont réunis en Égypte, après quoi ils ont exprimé, dans une conférence de presse, leur intention d'unifier leurs efforts en faveur de la reconstruction de l'Iraq. Lors d'une conference tenue à Madrid en Octobre 2003, le gouvernement du Japon a lance une aide de 5milliards de dollar, dont 1,5 milliard $ en aide d'urgence (achevé) , 3,5 milliards $ pour la reconstruction et le développement à moyen terme (engagement fait en Novembre 2011 avec 750 millions de dollars pour quatre projets), en plus de l' aide à la reconstruction assurée par les Forces d'auto-défe jusqu'en Décembre 2008.

À partir de là, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) s'est engagé de déployer ses efforts pour concrétiser cette annonce. Début d'une telle tâche, l'équipe d'enquête médicale conjointe Égypto-japonais s'est rendu en Irak en Juillet 2003 pour identifier leurs besoins .

L'objectif fixé pour cette phase de la coopération était de faire introduire en Iraq les dernières nouveautés des sous- spécialisations médicales aussi bien pédiatriques que pour adultes, dont certains étaient toujours innconnues pour les Irakiens à l'époque , telles que les procédures de laparoscopie et d'endoscopie. Ceci a été couplé d'efforts immédiats- également à partir de 2003- de la part des Forces d'autodéfense japonaises sur les activités de réadaptation humanitaires, y compris, entre autres, la réhabilitation des centres de santé primaires , et la fourniture de matériels médicaux et de médicaments. Le Japon a envoyé une importante quantité d'aides médicales d'urgence à l'Irak via l'Égypte, comme un cadeau au peuple iraquien, en plus de matériels médicaux à travers l'organisation caritative hachémite en Jordanie. Bien que la formation était en cours en Égypte, le Japon a lancé ses projets d'APD en Irak dans le but de réhabiliter 3 hôpitaux généraux dans la région centrale, 4 dans la région du Nord et un nombre pareil dans la région du Sud. Pendant ce temps, plus de 400 médecins et infirmières étaient en train de recevoir des stages de formation en Égypte pour être à même de faire fonctionner les hôpitaux nouvellement rénovées, armés de ce qu'ils ont appris sur les installations modernes, et des compétences acquises pendant les stages. D'autres stages de formation sur les matériels médicaux ont, également, été pris en charge en Jordanie.

L'étape suivante a consisté à examiner l'infrastructure, où l'électricité est apparue comme une nécessité urgente, aiguë et indispensable pour n'importe quel progrès. Les centrales électriques en Irak étaient non seulement trop vieilles, mais aussi manquaient de maintenance nécessaire qui leur faisait défaut pendant les 12 années de sanctions, où l'acquisition des pièces de rechange n'était plus une tâche facile. En outre, beaucoup d'entre elles ont été gravement endommagés au cours des raids aériens, et le pays ont dû rester dans l'obscurité totale pendant de longues heures. Le Japon avait, donc, répondu favorablement à l'appel pour la réhabilitation des centrales à Mossoul et à Taji, et aait construit de nouvelles centrales à Samawa , à Al- Akkaz ,àAl Mussaib et au Kurdistan .

L'expérience et la coopération techniques s'étaient, ensuite, étendues, en 2005, à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie, pour permettre aux ingénieurs et aux techniciens dans ces pays de développer leurs compétences pour pouvoir restaurer la capacité de leurs centrales et les maintenir en pleine. Des réunions conjointes , parrainé par le Japon, ont eu lieu régulièrement entre les quatre pays, de manière à ce que la formation soit attribuée à chaque pays en fonction de leur domaine d'excellence, tout en s'efforçant à répondre auxaux besoins de l'Irak pour compléter la JICA de la formation dispensée au Japon. Plus tard, une nouvelle formation a été décidée en faveur de Égypte vu l'émergnce d'un nouveau stage visant à ouvrir les yeux sur les nouvelles considérations en matière d'énergie afin d'introduire l'énergie, tant nouvelle que renouvelable, comme la tendance de l'avenir .

L'Irak, comme un des pays du"Croissant fertile", jouissant d'une abondance de ressources en eau, a une longue et fière histoire en matère d'agriculture et d'irrigation dans la région. C'est vrai que l'Iraq a connu, dans les années 1980, un système d'irrigation très bien développé. Mais malheureusement, le secteur des ressources en eau a été gravement détérioré au cours des périodes de déstruction qu'a vécu ce pays. Vu l'absence d'un plan national de développement, la JICA a affecté un conseiller specialist dans l'élaboration de projets de gestion de l'eau pour aider à la planification du développement du secteur de l'eau en Irak; et après avoir étudier à fond la situation et les problèmes de ce secteur en Iraq, il a annexé à son étude les potentiels de la Jordanie, de la Syrie et de l'Égypte pour déterminer, enfin, les thèmes des stages supposés être attribués à chaque pays en fonction de son expérience et de sa capacité .

En Jordanie, le stage de formation sur "le Bon Fonctionnement et l'Entretien Efficace de l'Approvisionnement de la Mairie de Bagdad en eau" a été mis en œuvre en étroite coordination avec l'«Étude sur l'Amélioration du Système d'approvisionnement en eau» et le «Stage de Formation sur l'Amélioration du Système d'approvisionnement en eau» au Japon.

La JICA œuvre, actuellement, en Irak à faciliter la phase de transition, de la reconstruction post-guerre au développement autonome de l'ensemble du pays, car elle cherche à reconstruire, à réaménager, et à promouvoir ses objectifs économiques et de développement.

Il est à noter, içi, que La Coopération Sud-Sud ne doit pas, en aucun cas, se substituer à la coopération Nord-Sud, mais plutôt s'imposer comme une option complémentaire: alors que La Coopération Sud-Sud souligne l'importance de l'interaction entre les États en développement, son homologue Nord-Sud agit comme un gardien qui l'accompagne jusqu'à aboutir à ses objectifs appropriés. À vrai dire, lorsque les ressources des deux parts se réunissent ensemble, l'impact de la réalisation est beaucoup mieux harmonisé.

Enfin, la JICA s'est engagée à renforcer la collaboration avec les organisations de coopération dans d'autres pays développés, les Organisations Internationales, outre les pays émergents. L'Agence continuera à suivre les problèmes survenus au sein de l'OCDE et du CAD, et contribuera avec la communauté international à faire en sorte que la Coopération tant Triangulaire que Sud-Sud soient plus efficaces.

Compilé par: *Hala Shoukry, Chef de Bureau du Programme, Bureau de la JICA en Égypte*

3. Activités de Micro-crédit au profit des WLHIV (femmes vivant avec le VIH); Djibouti

Zones géographiques ciblées: PNUD - Pratique régional VIH de la RCC a fourni un soutien tout au long de cette initiative, bien que plusieurs missions de pays et des réunions de coordination entre toutes les parties concernées.

Champs thématiques ciblés/ secteurs/ pratiques appuyées de mécanismes: le VIH-SIDA, réduction de la pauvreté; Site Web: http://arabstates.undp.org/content/rbas/en/home.html

Détails de la Solution: défis du développement et réalisations clés:

La République de Djibouti est confrontée à une épidémie généralisée, donc à une prevalence considérée comme la plus élevée (2,7%) de toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; sachons que pami la population djiboutienne estimée à 833 000 d'habitants, environ 24,157 personnes sont déjà ateint de VIH / SIDA , avec un taux de 1 000 nouvelles infections chaque année.

La République de Djibouti est confrontée à une épidémie généralisée, donc à une prevalence considérée comme la plus élevée (2,7%) de toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; sachons que pami la population djiboutienne estimée à 833 000 d'habitants, environ 24,157 personnes sont déjà ateint de VIH / SIDA , avec un taux de 1 000 nouvelles infections chaque année.

La force de la réponse nationale à Djibouti réside dans son extension à tous les parties et secteurs nationaux concernés, y compris la société civile, dont le but ultime est de réduire l'impact socio- économique de l'épidémie sur les individus, les familles et les groupes. Cette réponse est développée d'une manière constante, sans discrimination, de façon à ce qu'elle puise assurer les services nécessaires à toute la population.

Le cadre institutionnel mis au point par la République de Djibouti, repésente un développement significatif au niveau régional. Il s'agit du "Comité Interministériel pour la Lutte Contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, composé d'un chef, qui est le Premier ministre, d'un sous-chef pour les affaires techniques (ministre de la Santé),en plus des membres choisis parmi les départements de première ligne, les représentants de la société civile, ainsi que les partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Ledit Comité Interministériel dispose d'un Secrétariat Exécutif qui adopte le type "Trois-en-un" en assurant, à la fois, assurance technique, dynamisme, et synchronization, outre la coordination entre les projets communautaires élancés.

L'orientation principale régissant et soutenant le plan stratégique consiste en l'encouragement de la réponse nationale à atteindre un niveau universel dans le domaine de la prévention, du traitement, des soins et du soutien d'ici la fin de 2015. Conformément à son mandat, et en partenariat avec d'autres organismes du système des Nations Unies- y compris l'ONUSIDA- la Stratégie du PNUD à l'Appui de la Riposte Nationale au VIH-SIDA" souligne le renforcement des politiques publiques qui tendent à insérer le thème principal du VIH-SIDA, le meilleur environnement et la promotion de la bonne gouvernance dans la lutte contre le VIH - SIDA.

Détails de la solution : l'avantage comparatif:

La personne qui vit avec le VIH souffre de problèmes d'ordre économique; autrement dit, elle est dépourvue de moyens nécessairesqui lui permet de faire face aux aléas de la vie et d'améliorer son quotidien. Elle souffre, également, de problèmes psycho-sociaux, c'est-à-dire un manque d'intégration sociale.

Après plusieures réunions et une mobilisation massive parmi le réseau d'associations et les individus (homme et femme) vivant avec le VIH, des projets intéressants ont été proposés et validés. Les bénéficiaires ont été sélectionnés et élus par l'ensemble des membres des associations de VIH invités dans une ssemblée générale, où les hommes ont décidé de donner la priorité aux femmes.

Les activités génératrices de revenus développées par des personnes vivant avec le VIH sont d'autant plus cruciale qu'elles leur garantissent l'autonomie et la réinsertion dans le tissu économique du pays. En outre, les bénéficiaires des projets générateurs de revenus ont reçu des aides alimentaires du PAM à Djibouti.

Documentaire Djiboutien mettant en vedette cette initiative à Djibouti:

You Tube:http://youtu.be/8aI7ehvbCtE

Leçons tirées:

Commencez par la perception de ce que vous envisagez de realiser, ensuite l'adaptation des autres experiences, pour arriver à une traduction dans le contexte local à travers l'application d'une approche ascendante, tout en travaillant avec le champion reconnu des projets générateurs de revenus pour assurer la continuité.

Budget annuel le plus récent (en USD): 10,000 USD

Total Budget (USD): 35,000 USD

Point Focal et Contact:

Ramzi Fouad
UNDP Djibouti
Lotissement du Héron Lot n°52, Djibouti
+253-77 82 94 06
Email: ramzi.fouad@undp.org

Cartographie
Des **Mécanismes** et des **Solutions** de la Coopération Sud-Sud dans les **États Arabes**